

- ▶ INTRODUCTION

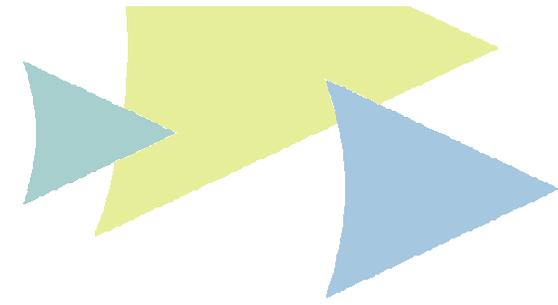
- ▶ 1 – TISSU ECONOMIQUE ET STRATEGIES REGIONALES

- ▶ 2 – ANALYSE ET ESTIMATION DE LA DEMANDE DE FINANCEMENT

- ▶ 3 – ANALYSE DE L'OFFRE DE FINANCEMENT "ENTREPRISES"

- ▶ **4 – STRATEGIE D'INVESTISSEMENT**

- ▶ ANNEXES



▶ 4.1 Bilan des carences et défaillances

Synthèse et premières recommandations

Introduction



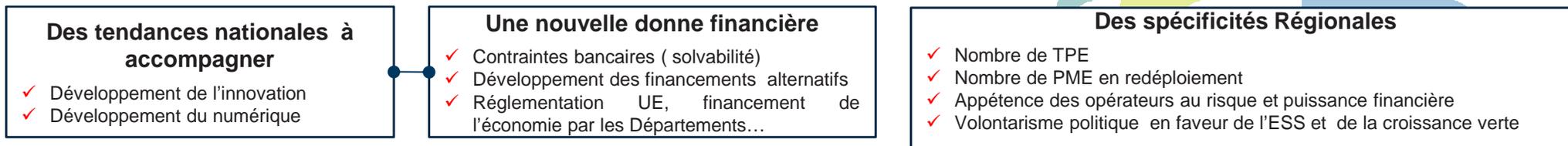
- ▶ **L'objectif de présenter une vision synoptique des carences et défaillances du marché**
 - ▶ Une analyse et visualisation par segments de marchés construite lors de la phase d'analyse de la demande
 - ▶ La représentation des carences et défaillances par type d'outils : fonds propres, quasi-fonds propres, garanties...etc.

- ▶ **La mise en perspective des différents instruments financiers pour répondre aux « dysfonctionnements » supposés du marché du financement des projets**
 - ▶ **L'appréciation des enjeux et impacts sous-jacents à la mise en place / prorogation d'instruments financiers**
 - ▶ Ampleur du "marché"
 - ▶ Effet de levier sur la création / le maintien d'emploi et la mobilisation de financements privés
 - ▶ **La cohérence avec les objectifs des fonds européens**
 - ▶ Conformité réglementaire et respect de l'esprit des politiques européennes
 - ▶ Assurance et solidité de l'instrument à l'étude

- ▶ **Une projection globale de ce que pourrait être la stratégie instruments financiers de la Région Poitou-Charentes (sujets naturellement approfondis dans le cadre de la phase 2)**
 - ▶ **La proposition de choix sur les instruments financiers soutenus par des fonds européens sur la programmation**
 - ▶ En lien avec les besoins
 - ▶ En cohérence avec les PO
 - ▶ **Les estimations des enveloppes financières en jeu**
 - ▶ **Des précisions, le cas échéant, sur les outils à l'étude**

Mise en perspective de l'offre de financement des entreprises en Poitou-Charentes

4. Synthèse



► Des instruments à pérenniser dans l'esprit, car bien positionnés dans l'écosystème du financement

- Les interventions en amorçage et capital risque et plus généralement l'appui financier à l'innovation (Région / Bpifrance)
 - Fonds de co-investissement
 - Poitou-Charentes Innovation (PCI)
- Les outils d'accompagnement du développement des entreprises
 - Poitou-Charentes Expansion (PCE)
 - Les systèmes de Garantie : FRG, France Active, SEM ARTEE, Garantie « jeune entreprise ESS », SIAGI
- Les dispositifs permettant un renouvellement dynamique du tissu économique
 - Illustration : les dispositifs de prêts d'honneur

Une volumétrie, des besoins à la hausse très probablement

► Certains instruments à ajuster dans leur stratégie d'investissement et leur fonctionnement

- Ouverture, évolution à la marge des thèses d'investissements
 - PCE : accélération de la rotation du portefeuille (nombre de ligne), augmentation du tickets maxi (cf. fiche en annexe) ?
 - PCI : diversification sectorielle, ouverture vers le numérique (cf. fiche en partie 3) ?
 - Fonds de Garantie Régional : capacité d'intervention élargie sur le stade de développement ?
- Le calage par rapport aux nouvelles réglementations
- La professionnalisation en cours des « fonds » (appui sur des sociétés de gestion...)

► De nouveaux instruments à imaginer ?

- Des prêts d'honneur au stade développement (ESS, Tous secteurs/TPE...)
- Des solutions nouvelles pour le segment redéploiement / retournement
 - Hors scope des possibilités d'interventions UE
- Des outils spécifiques « sectoriels » : PH Artisan, Cap. Dev. pour secteurs « matures »...
- De nouveaux instruments de financement de l'innovation (Prêt à Taux Zéro)
 - Augmentation des volumes financiers injectés dans les entreprises innovantes

Cartographie et complément en page suivante

Mise en avant des défaillances & carences de marché

→ Approche par la demande : Volet entreprises

4. Synthèse

Secteur		TPE (dont artisanat)	PME Industrie	PME Tertiaire	Agriculture	ESS
Cycle de vie						
Amorçage & création	Innovant			Segment 2		
	Non innovant					
Développement	Investissement				Segment 5	
	B.F.R.	Segment 1	Segment 3			Segment 6
	Innovation					
Transmission					Segment 5	
Redéploiement			Segment 4			

Légende



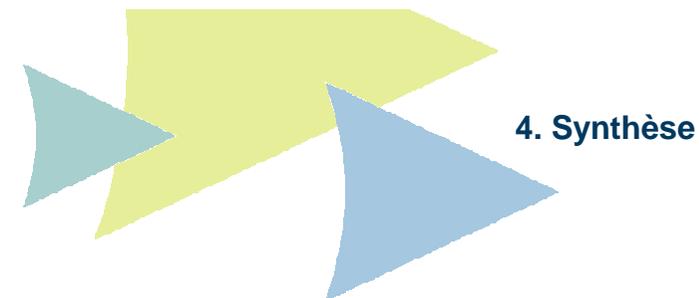
Complète carence de marché (pas d'acteur positionné sur le segment)

Besoins partiellement couverts (défaillances visibles)

Besoins (éventuels) quantitativement et qualitativement couverts (opérateurs publics et privés)

Approche macro-économique en Poitou-Charentes
Diagnostic des besoins réalisé à l'échelle Aquitaine

Mise en avant des défaillances & carences de marché
→ Approche par la demande : Volet efficacité énergétique et biodiversité



► ENR :

ENR	Solaire	Eolien	Méthanisation	Hydraulique
Cycle de vie				
Faisabilité				
Développement de projet				
Investissement				
Exploitation				

► Efficacité énergétique :

	Logement privé	Logement social	Bâtiments publics
Rénovation énergétique	Modestes > seuil ANAH		

Légende

- Complète carence de marché (pas d'acteur positionné sur le segment)*
- Besoins partiellement couverts (défaillances visibles)*
- Besoins (éventuels) quantitativement et qualitativement couverts (opérateurs publics et privés)*

Identification des carences et défaillances du marché

Approche retenue : inventaire large...



+ croissance anticipée des demandes (ex. : massification du développement ENR)

► La volonté de se projeter à moyen / long terme :

- La mise en avant des risques de « gaps émergents » sur des outils efficaces
 - Exemple sur les fonds « financés » par la Région : PCE / PCI / Fonds de coinvestissement
 - Exemple des prêts d'honneur : menace de disparation des financeurs historiques
- La prise en compte des tensions possibles sur le financement bancaire menant selon toute vraisemblance à de nouveaux modèles de financement (% de fonds propres)

► La prise en compte du paysage financier et institutionnel (la fusion des régions....)

- Des carences et défaillances potentiellement marginales en Poitou-Charentes mais éventuellement adressables via des dispositifs spécifiques dans le cadre de la grande Région
- Des défaillances certes « faibles en volume de projet » mais absorbables via l'extension à la marge des stratégies d'investissement de certains opérateurs financiers
- L'intérêt, peut être, de saisir les opportunités d'outils sur étagère adaptés au contexte de mobilisation des fonds européens : exemple des produits Bpifrance "fédérissables" formatés en direction des régions

► Le parti pris à ce stade d'expression « brute » des carences et défaillances

- Des formulations de besoins parfois délicates à convertir en instrument financier assorti à un modèle économique crédible (exemple du très petit capital développement)
- Des carences susceptibles d'être en partie servies via un outil unique
 - Exemple : Fonds de croissance répondant conjointement à la problématique des artisans (cf. cartographie) à la question de la montée des fonds propres des TPE, et dans certains cas au dilemme du retournement...
- Des idées novatrices à approfondir

► Une première estimation des volumes financiers en jeu et/ou du nombre de projets concernés

- Des estimations de "marché" naturellement à challenger lors de la phase 2
 - En collectif lors des ateliers prévus à cet effet
 - Avec les porteurs des instruments financiers, gestionnaires en puissance
- Des évaluations sujettes à débat compte tenu des modèles économiques et hypothèses de portage non définies à ce jour
 - Exemple sur des fonds destiné à s'autoalimenter pour partie : PTZ, Prêts d'Honneur, Garanties (fonction du taux de casse, de l'effet de levier)
 - Exemple des interventions en capital adossées ou non à des instruments existants : création ex nihilo ou abondement marginal du fonds ?

Synthèse des carences et défaillances de marché

Analyse par segment - page 1/4

4. Synthèse

Segment 1 : TPE

Carences	Défaillances
<ul style="list-style-type: none"> ✓ « PH Artisan » → pour le financement d'investissements de faible montant (< 30 k€) <ul style="list-style-type: none"> → 250 projets / an , 20 K€ par dossier 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Abondement PH (notamment sur transmission) → Le manque de dispositifs de financements dédiés à la problématique de reprise/transmission (impliquant généralement des besoins plus importants)
Axes de progrès (hors financement) et commentaires	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'accompagnement du dirigeant... <ul style="list-style-type: none"> ○ Dans la recherche de financement (financement, aide au montage d'un BP...) ○ Dans les démarches de transmissions / reprise ... ✓ Un durcissement des conditions de prêts et une augmentation du coût des garanties compliquant le recours à l'endettement pour les TPE ✓ La difficulté pour recourir à des capitaux-investisseurs : secteurs traditionnels, dégageant une faible rentabilité 	

Segment 2 : Entreprises innovantes

Carences	Défaillances
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fonds d'Amorçage ticket < 150 k€ <ul style="list-style-type: none"> → 2 à 3 projets / an, 100 k€ par dossier ✓ Garantie BFR « jeune entreprise » (en post amorçage) <ul style="list-style-type: none"> → 3 à 4 dossiers par an / garantie prêt de 50 à 100 k€ ✓ Plateforme de Crowdfunding → à chiffrer 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fonds d'Amorçage (En cas de « disparition » de PCI) <ul style="list-style-type: none"> → 10 projets / an, 300 k€ par dossier ✓ Fonds de co-investissement <ul style="list-style-type: none"> → 7 projets / an, 400 k€ / projets ✓ Fonds Feder Innovation → A chiffrer
Axes de progrès (hors financement) et commentaires	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer l'appui des porteurs de projet lors de la construction du business model ✓ Accompagner les start ups dans les levées de fonds ✓ Faciliter la coordination des acteurs de financement pour réduire la durée des tours de table ✓ <i>Nota / La tendance des acteurs à abandonner les phases les plus risquées de leurs interventions (amorçage)</i> 	

Synthèse des carences et défaillances de marché

Analyse par segment - page 2/4

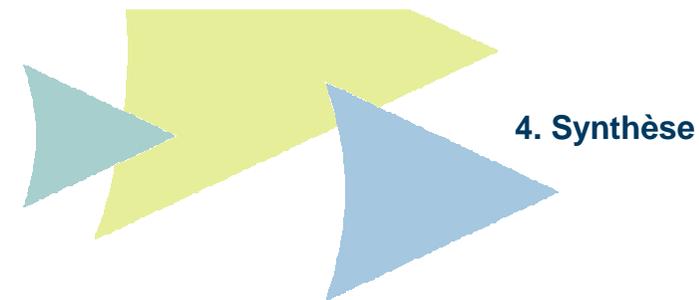
4. Synthèse

Segment 3 : Entreprises en Développement

Carences	Défaillances
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fonds de capital développement « petits tickets » (< 400 k€) ** <ul style="list-style-type: none"> → 4-5 projets / an (hors champs PCE), 250 k€ par dossier → 12 projets /an (type PCE), 300 à 400 k€ ✓ Fonds de croissance (en cours de création) ** <ul style="list-style-type: none"> → 100 projets / an, 20 k€ par dossier ? 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fonds de capital développement « secteurs matures » <ul style="list-style-type: none"> → Orientation sectorielle / exemple sur le secteur IAA : 1 à 3 projets / an, 800 k€ par dossier ✓ Garantie bonifiée Bpifrance pour les entreprises au stade développement, voire ouverture vers de nouveaux secteurs <ul style="list-style-type: none"> → A chiffrer
Axes de progrès (hors financement) et commentaires	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rendre lisible l'offre de financement ✓ Faciliter les démarches administratives pour l'accès au financement 	

Segment 4 : Entreprises en redéploiement

Carences	Défaillances
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fonds de retournement petits tickets (< 500 k€) <ul style="list-style-type: none"> → Plus de 10 dossiers / an montant moyen 500 k€ ✓ Prêt participatif pour SCOP <ul style="list-style-type: none"> → 1 dossier / an, 100 k€ ? 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fonds de retournement grands tickets (> 1 M€) <ul style="list-style-type: none"> → 4 à 5 projets / an; 1,5 M€ par dossier
Axes de progrès (hors financement) et commentaires	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Travailler sur la sensibilisation des chefs d'entreprise, réticents à l'idée d'ouvrir leur capital à des fonds opportunistes ✓ Accompagner les entreprises au-delà des aspects financiers (coaching du dirigeant, expertise technique et financière...) ✓ Renforcer le lien entre prescripteurs (banques, cabinets comptables), et fonds existants ✓ ** Petit capital développement souvent proche de la notion de redéploiement 	

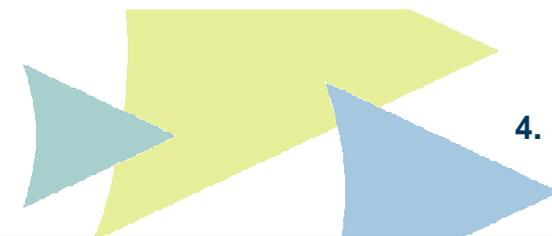


Segment 6 : ESS

Carences	Défaillances
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Garantie « jeunes entreprises ESS » → Des dispositifs garantie qui existent en région, mais dont les fonds ne permettent pas forcément de répondre à l'ensemble de la demande ✓ AR Entreprises ESS en difficulté → Un petit fonds d'avances remboursables pour les structures ayant des difficultés conjoncturelles a été constitué, mais il ne permet pas de répondre à la demande
Axes de progrès (hors financement) et commentaires	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faire monter en compétences les dirigeants de l'ESS par le biais de formations adaptées dans des domaines comme le management, les finances ✓ Assurer le renouvellement de plus de 20 000 départs en retraite dans les 10 ans à venir, notamment en améliorant la visibilité de l'ESS auprès des jeunes ✓ Articuler les différents dispositifs de soutien à l'ESS existant pour générer un effet levier plus important sur le développement économique local 	

Synthèse des carences et défaillances de marché

Analyse par segment - page 4/4



4. Synthèse

Thématique : ENR

Carences	Défaillances
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Malgré l'existence d'aides, le développement et l'investissement dans des projets de méthanisation est limité (subventions + abondement fonds de garantie ENR pour méthanisation + extension fonds de garantie) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ AR Projet ENR → Les enjeux de production d'ENR selon le SRCAE demande une massification du développement de projets, et donc des fonds disponibles. Les aides pour le développement de projets sont insuffisantes au regard des enjeux (abondement Fonds ENR Aquitaine) ✓ Les incertitudes sur la méthanisation, et notamment des premières années d'exploitation, ne sont pas couvertes (extension fonds de garantie)
Axes de progrès (hors financement) et commentaires	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Acceptabilité sociétale des projets ENR ✓ Temps d'instruction des dossiers ✓ Incertitude sur les obligations d'achats (passage à une surprime, discussion sur la durée d'obligation pour la méthanisation) 	

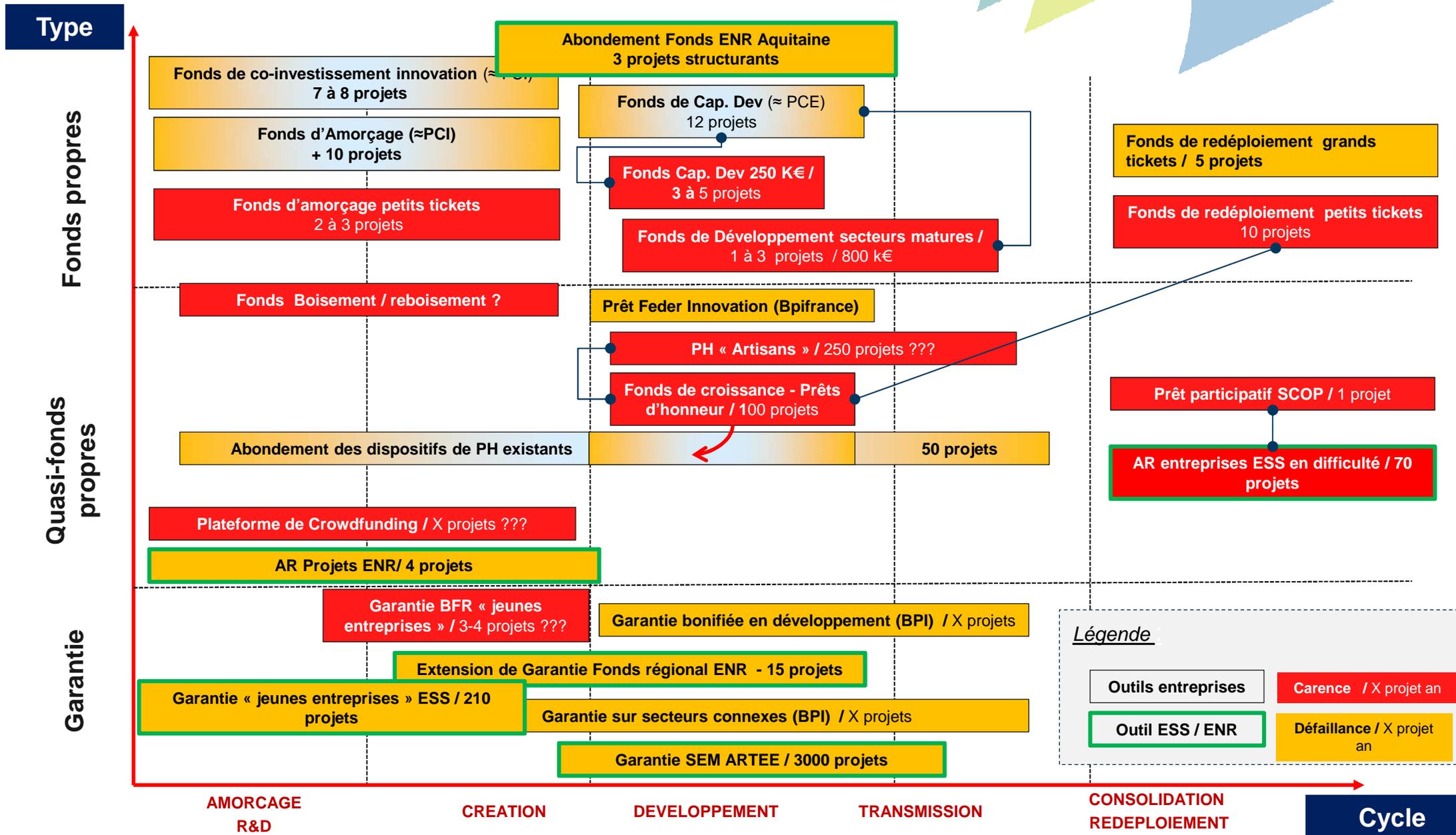
Thématique : efficacité énergétique des bâtiments

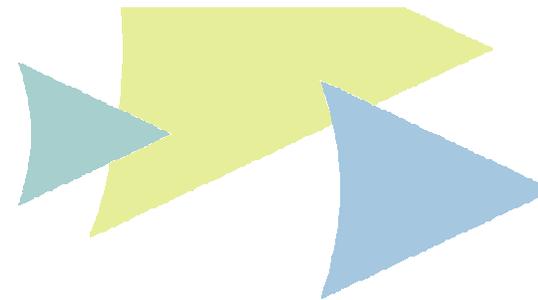
Carences	Défaillances
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Si des financements existent pour la rénovation énergétique, que ce soit pour le logement social (CDC, intervention des collectivités territoriales, prêts, etc.) ou pour le logement privé (PTZ, prêts bancaires, aides Anah, aides des collectivités territoriales, etc.), les besoins et les enjeux demandent une mobilisation plus massive des fonds : objectif de 10 000 logements / an contre 2 500 logements accompagnés en 2014. ✓ Une situation sous optimale concernant les ménages propriétaires de logement en catégorie D et inférieure (170 000) ayant des revenus modestes (> aux seuils ANAH) : ils n'ont pas/peu accès aux subventions ; ils ont des difficultés à accéder au crédit bancaire de type Eco-PTZ car ils ne présentent pas les conditions de solvabilités requises par les Banques, et dont la durée n'est pas adaptée à la durée d'amortissement des travaux ; les aides qu'ils reçoivent des collectivités, caisses de retraite sont largement insuffisantes pour couvrir les travaux, de fait le reste à payer demeure important pour réaliser des travaux de rénovation conséquents.
Axes de progrès (hors financement) et commentaires	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Des interventions qui demandent un accompagnement fort par des tiers de confiance (comme par exemple la SEM ARTEE) ✓ Sur le logement social, des modèles économiques qui demandent la mobilisation de « fonds gratuits » 	

Cartographie des carences et défaillances de marché

Stade de développement X Nature des instruments

4. Synthèse





▶ 4.2 Stratégie d'investissement et recommandations

Stratégie d'investissement : introduction



- ▶ Une stratégie préfigurée terme de la phase 1, globalement validée lors de cette deuxième phase de mission
 - ▶ Des entretiens et ateliers de travail ayant par ailleurs permis :
 - ▶ D'affiner le diagnostic, l'identification des carences et insuffisances de marché
 - ▶ D'expliquer les conditions de mobilisation des fonds européens
 - ▶ De trouver un consensus sur les instruments financiers :
 - ▶ A abonder par des fonds européens
 - ▶ A conforter en prévision de besoins croissants
 - ▶ A réfléchir, creuser lors des prochains mois
 - ▶ Dans l'intervalle, des précisions et approfondissements également apportés sur :
 - ▶ La projection des besoins, le montant des carences et défaillances à couvrir sur la période d'analyse
 - ▶ Les possibilités de positionnement des futurs gestionnaires sur les outils envisagés
 - ▶ La Garantie en direction des TPE et les instruments mobilisables sur la thématique de l'efficacité énergétiques
- ▶ L'hypothèse de création/abondement de quatre instruments financiers à court terme
 - ▶ Formalisme conforme aux attendus de la Commission Européenne
- ▶ D'autres instruments financiers à approfondir, susceptibles d'être programmés par la suite
 - ▶ Des recommandations complémentaires

Cf. comptes-rendus d'ateliers,
documents spécifiques

Atelier « Innovation »

- ▶ Offre de financement à conforter / créer
 - ▶ Renforcement du fonds de co-investissement
 - ▶ Maintien d'une intervention en amorçage sur le territoire de « Poitou-Charentes », élargir à la marge les thématiques couvertes
 - ▶ Montée en puissance de l'offre BA sur le territoire: capacité d'investissement et professionnalisation sur des dossier « high tech »
- ▶ Nouveaux Instruments Financiers dans le cadre de l'évaluation Ex Ante ?
 - ▶ Création d'un fonds d'amorçage spécifique (prêts d'honneurs ou autre format)
 - ▶ Fonds de prêts Innovation ?
- ▶ Recommandations diverses
 - ▶ Redynamiser le flux de porteurs de projets innovants, notamment en provenance du monde académique
 - ▶ Assister les entreprises dans leur parcours « levée de fonds : identification des financements, montage de projets...
 - ▶ Ajuster la gouvernance et le fonctionnement de PCI
 - ▶ Accompagner, favoriser l'intervention des banques en faveur des entreprises innovantes

Atelier « Financement PME et TPE »

- ▶ Offre de financement à conforter/ créer
 - ▶ Renforcement des fonds de garantie, notamment en direction des TPE
 - ▶ Dotation sur les Prêts d'Honneur création et reprise (demande croissante) et sur d'autres segments
 - ▶ Financement du petit capital développement / transmission. Intérêt des outils type PCE et assimilé
 - ▶ Fonds de redéploiement ?
- ▶ Nouveaux Instruments Financiers dans le cadre de l'évaluation Ex Ante ?
 - ▶ Fonds de Garantie « TPE » (déplafonnement ?)
 - ▶ Fonds de co-investissement et/ou outil de capital développement « petits projets »
- ▶ Recommandations diverses
 - ▶ Organiser des rencontres périodiques des acteurs (échanges appréciés lors des ateliers)
 - ▶ Sensibiliser les chefs d'entreprises (capital développement et transmission)
 - ▶ Cartographier l'offre de garantie et capital investissement (pour les porteurs de projets comme pour les acteurs bancaires)

Synthèse des ateliers « EnR » et « EE »

→ cf. comptes-rendus détaillés

Atelier « EnR »

- ▶ **Offre de financement à conforter**
 - ▶ Garantie proposée par la Région sur des prêts ENR contractés par les banques
- ▶ **Nouveaux Instruments Financiers dans le cadre de l'évaluation Ex Ante ?**
 - ▶ 2 possibilités :
 - ▶ Abondement du fonds ENR Grande Région via le FEDER pour des interventions en fonds propres et quasi fonds propres, en vue de s'assurer du financement de projets ENR d'envergure sur le territoire
 - ▶ Utilisation du FEDER sous forme de subventions pour financer des petits projets ENR, notamment de méthanisation, pour mailler le territoire
- ▶ **Recommandations diverses**
 - ▶ S'articuler avec les outils de crowdfunding en émergence
 - ▶ Agir sur les autres problématiques freinant la massification des projets ENR :
 - ▶ Temps de développement des projets
 - ▶ Acceptabilité sociétale des projets
 - ▶ Accompagnement technique des acteurs
 - ▶ Soutien à la structuration de filières régionales

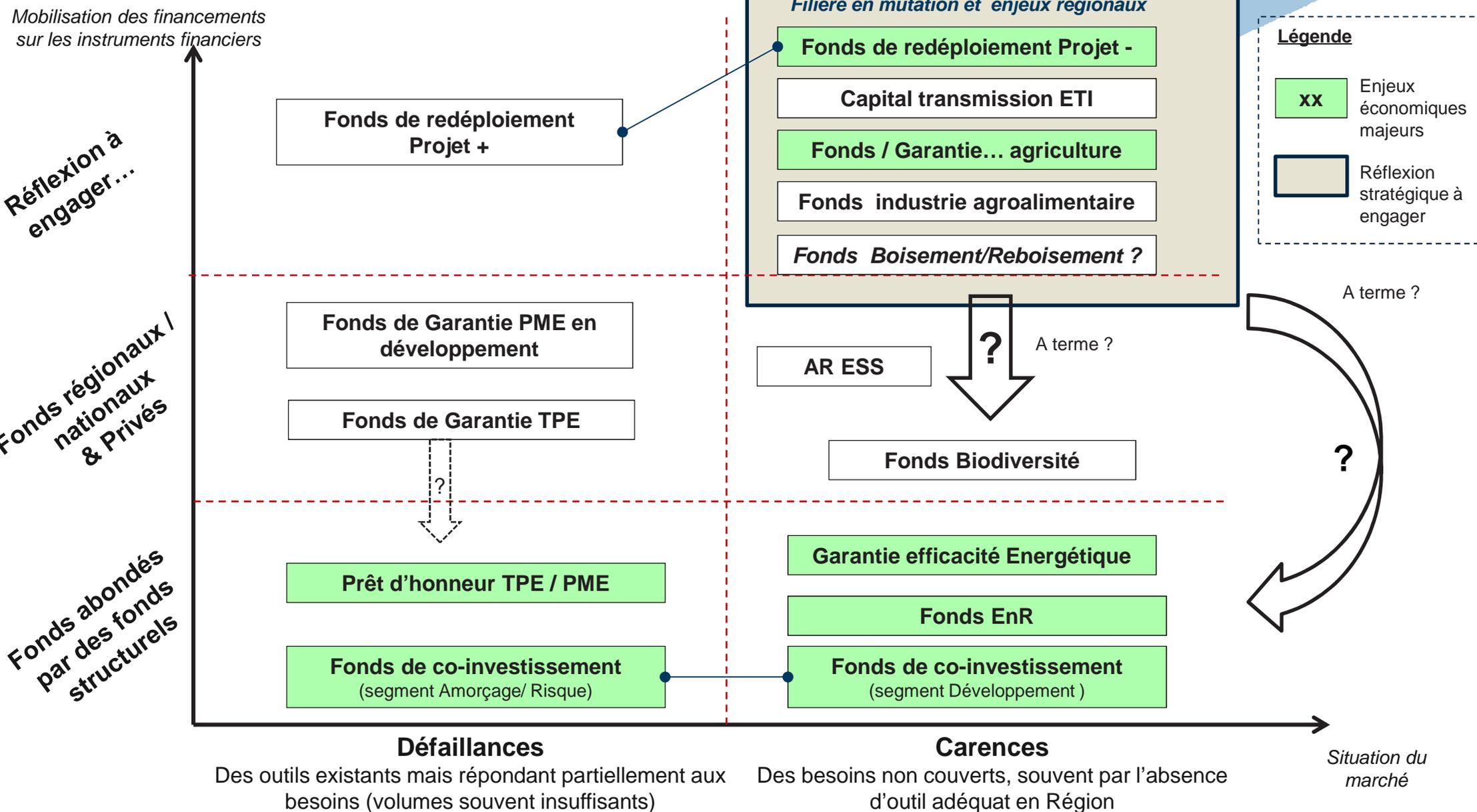
Atelier « Efficacité énergétique »

- ▶ **Offre de financement à conforter**
 - ▶ Prêt bancaire à la rénovation thermique octroyé par les banques (CIC, Crédit Mutuel) dans le cadre de l'AMI lancé par la SEM ARTEE
 - ▶ Ciblage : sur les ménages modestes les plus en besoin de financement important pour leurs travaux (approx. 20 à 25 k€ de prêt).
- ▶ **Nouveaux Instruments Financiers dans le cadre de l'évaluation Ex Ante ?**
 - ▶ Mise en place d'un fonds de garantie des prêts bancaires long terme (12 à 20 ans) pour des travaux de rénovation thermique
- ▶ **Recommandations diverses**
 - ▶ Etendre le dispositif aux prêts de la SEM ARTEE, lorsque celle-ci sera société tiers d'investissement

Instrument financiers et mobilisation de fonds européens

Stratégie proposée pour palier carences et défaillances

4. Stratégie



Stratégie de développement économique et Stratégie d'ingénierie financière globale



4. Stratégie

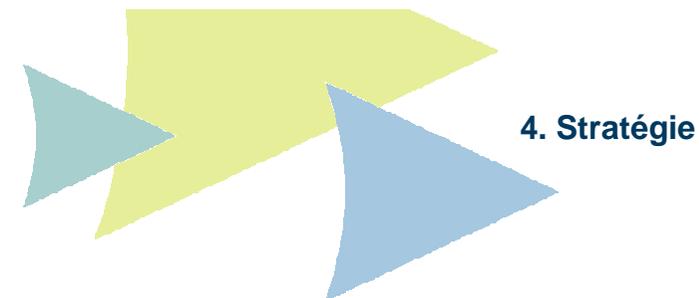
- ▶ **Quatre priorités régionales couvertes via les abondements par les fonds européens**
 - ▶ **Dynamiser l'innovation (FEDER)**
 - ▶ Cibler les entreprises innovantes et l'innovation en générale dans les entreprises
 - ◆ Notamment dans les domaines de spécialisation de la S3
 - ▶ Mettre en synergie les outils de financement de l'entreprise innovante, s'assurer de l'existence d'un parcours de financement complet
 - ▶ **Soutenir les PME « traditionnelles », moteur de croissance (FEDER)**
 - ▶ Renforcer les fonds propres des entreprises de croissance, en particulier les TPE/PME
 - ▶ Garantir l'accès au crédit bancaire, 1^{ère} source de leur financement
 - ▶ **Accélérer le développement des EnR**
 - ▶ Prendre des participations dans des sociétés de projets pour financer l'amorçage des EnR et le dérisquage financier des projets EnR
 - ▶ **Agir sur la rénovation thermique des bâtiments**
 - ▶ Contribuer à la massification de la RT : sécuriser les prêts bancaires à la RT des logements privés des foyers modestes, faire en sorte que la durée des prêts soit alignée avec la durée d'amortissement de travaux ambitieux permettant de réels gains énergétiques

- ▶ **L'intervention des fonds régionaux et nationaux sur des segments de marchés cruciaux en termes d'emplois pour Poitou-Charentes, mais moins propices (au 31/12/2015) à priori à l'abondement européen**
 - ▶ **Système de garantie**
 - ▶ **Accompagnement des structures de l'ESS en situation de retournement / difficulté**
 - ▶ ...

- ▶ **Des carences - mais hors régime d'intervention de l'Europe - à tenter de combler au fil des mois**
 - ▶ **Garantir le maintien des centres de décisions, des savoir-faire, des emplois des "PME" à fort potentiel**
 - ▶ Des cas particuliers à fort enjeux mais hors champs d'intervention de l'Europe ; exemple : Redéploiement...
 - ▶ **Accompagner les mutations des certaines filières phares du territoire**
 - ▶ Exemple : Industries Agroalimentaires (=> à traiter dans le cadre de la grande Région)

"Nouveaux" instruments financiers

Pistes retenues sur la programmation 2014-2020



► Quatre instruments envisagés au 31 décembre 2015

► 1) Fonds de co-investissement	12-14 M€ au global	(dont 6 M€ de FEDER)
► 2) Prêt d'honneur (abondement complémentaire)	8 M€ au global	(dont 4 M€ de FEDER)
► 3) Création fonds EnR Grande Région	4-6 M€ au global	(dont 2-3 M€ de FEDER)
► 4) Garantie Rénovation énergétique	4 M€ au global	(dont 2 M€ de FEDER)

Des montants et formats précis à arbitrer dans le cadre de la fusion des régions, du nouvel ensemble territorial



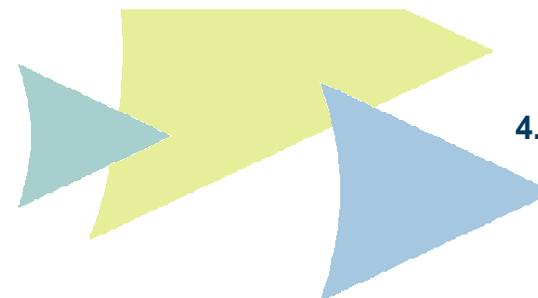
► Un bon équilibre a priori

- Une focalisation des fonds pour simplification de gestion
- Un positionnement sur des outils avec des gestionnaires potentiels « crédibles »
- Des instruments financiers "relativement faciles" à auditer dans l'hypothèse de contrôle de la Commission Européenne ou avec un opérateur de gestion solide
- Un montant global affecté en cohérence avec les sommes indiquées au sein des PO
- Une palette en synergie avec l'offre des acteurs du financement des entreprises (cf. débats des ateliers)

► Des sujets, carences / défaillances encore à traiter

Fonds de co-investissement

Précisions financières en annexe 3.4



4. Stratégie

Objectifs

- ▶ Comblant un chaînon manquant sur le développement de l'entreprise innovante, dans son parcours financier
 - ▶ Augmentation du montant des tickets investis dans un projet
 - ▶ Augmentation du nombre d'entreprises investies
- ▶ Participer à la clarification de l'offre de financement en région, stimuler l'investissement privé sur des segments encore délaissés
- ▶ Animer la communauté financière, travailler en étroite coopération avec les acteurs de la place, en additionnalité

Montant du fonds : 12 à 14 M€

- ▶ Financement à 100 % par des fonds publics : Fonds européens et Région par exemple, Plan Juncker
- ▶ Mobilisation du Feder à la hauteur optimale : 50 % / 6 à 7 M€ (à confirmer)
- ▶ Intervention en pari passu

Cible : entreprises innovantes tous secteurs

- ▶ Projets ayant intégré très en amont une stratégie de développement international
- ▶ Lien fort avec les thématiques de spécialisation intelligente de Poitou-Charentes

Cycle de vie des projets : trois profils visés au travers du fonds de co-investissement

- ▶ ❶ Segment 1 / Amorçage et capital risque => tickets : 100 à 250K€ jusqu'à 1 000 K€ en cumulé
- ▶ ❷ Segment 2 / Capital développement => tickets : 150 à 250K€
- ▶ ❸ Segment 3 / Capital Transmission => tickets : 150 à 300K€

Forme, niveau d'intervention et effet de levier attendu

- ▶ Niveau d'intervention modulable selon le stade du projet comme indiqué supra
- ▶ En complémentarité avec les outils actuels de capital investissement sur le territoire
- ▶ Intervention 50/50 avec les acteurs privés, dans les mêmes conditions
- ▶ Toute forme d'investissement : actions, obligations, comptes courants
- ▶ Montant total de la participation < 10 % du montant du fonds, règle prudentielle de base
- ▶ Effet levier du FEDER : 4 sur les fonds propres (8 si on tient compte de la levée de dette)

Caractéristiques / profils des co-investisseurs

- ▶ Labellisation par la société de gestion des co-investisseurs
- ▶ Acceptation a priori d'investisseurs de natures diverses : business angels, plateformes de crowdfunding (à confirmer) , fonds d'investissements, fonds entrepreneurs...etc.

Gestion et portage de l'outil : AMI renforcé à prévoir pour choisir le gestionnaire du fonds

- ▶ Gestion confiée à une société de gestion, préférentiellement agréée AMF
- ▶ Rémunération du gestionnaire en ligne avec les règles fixées par la Commission Européenne
 - ▶ Plafonnement des frais de gestion
 - ▶ Rémunération en partie au succès...

Intervention FEDER les segments 1 à 3
Sur le segment 3: sur le volet plan de développement de l'entreprise reprise



Traçage précis des participations :
géographique et profil de projet
(secteurs et cycle de vie)

Prêt d'Honneur / Synthèse

Précisions financières en annexe 3.4



4. Stratégie

► Objectifs :

- Renforcer les fonds propres des TPE en développement, portée par un projet innovant
- Augmenter le nombre d'entreprises financées par ce biais, en phase de développement comme sur les étapes de création-transmission
- Faire effet de levier auprès des banques de manière à injecter davantage de financements bancaires vers les TPE/PME innovantes du territoire

► Cibles d'entreprises et de projets

- Secteurs : tous secteurs avec une priorité sur l'industrie (petite) et les services à l'industries
- Profil de projets / entreprises prioritaires :
- Contexte d'intervention :
 - Entreprises en création avec des porteurs de projet ne disposant à l'instant « t » (fonds mobilisables) du niveau de ressources financières nécessaires
 - Entreprises en développement avec des projets ambitieux non finançables par de l'endettement bancaire au regard de situations bilancielle un peu déséquilibrées
 - Entreprises en transmission dans le cadre d'un projet de croissance : prêt au(x) repreneur(s)
- Intérêt marqué pour les entreprises relevant des thématiques de la S3 mais aussi d'innovations marketing/services sans contenu technologique très prégnant

► Tickets / formes d'intervention

- Prêts d'honneur à la personne (plusieurs porteurs de projets possible par entreprise)
- Montant compris entre 20k€ et 120k€
- Modulation des interventions selon les cibles :
 - Tickets de 120 k€ réservés sur le volet amorçage (répartis sur plusieurs têtes)
 - Prêts de 10 k€ en moyenne sur la création-reprise traditionnelle
 - Prêts de 20 à 30 k€ pour accompagner les TPE de croissance

Impact de l'intervention des fonds européens

- ✓ Augmentation des plafonds de prêts accordés
- ✓ Augmentation du nombre de dossier

► Montant / enveloppe financière

- Objectifs de financement : 80 à 90 prêts / an soit environ 60 entreprises/ an sur la période 2016-2022
 - Rappel en moyenne X emprunteurs par entreprise accompagnée
- Enveloppe prévisionnelle : 8 M€ (pour le financement de prêts complémentaires)
 - 8 M€ d'euros à horizon de 2022
 - Dont 4 M€ Fonds européens (FEDER)
- Déblocage en deux temps des montants prévus
- Effet de levier attendu sur le mobilisation de fonds privés :
 - A minima 1 € de prêts bancaires en phase de création pour 1 € de prêts
 - 1,5 € de prêts bancaires en phase de développement pour 1 € de prêts

Nombre de prêts en régime de croisière

- 25 prêts d'honneur création-reprises / an
- 50 prêts d'honneurs croissance / an
- 10 prêts d'honneurs d'amorçage / an

► Portage de l'outil

- Sélection sur appels d'offre des gestionnaires des prêts d'honneurs
- Plusieurs porteurs potentiels, entités en capacité d'instruire et gérer les fonds : Initiative France, Réseau Entreprendre...etc.
- Frais de gestion à apprécier au regard des projet accompagnés « assimilable à du petit capital développement »
 - Coût de montage/ instruction des dossiers important rapporté au montant investi
 - 10 % de coûts de fonctionnement ?

Garantie des prêts bancaires RT



4. Stratégie

► Objectifs :

- Accélérer la mise en place du dispositif proposé par la SEM ARTEE, en facilitant la participation des autres acteurs bancaires du territoire (autres que le CIC et Crédit Mutuel) au financement de la rénovation thermique du logement
- Accélérer la transition énergétique, en facilitant la prise de décision pour des travaux plus ambitieux, ayant des objectifs de réduction de consommation énergétique validés et accompagnés par la SEM ARTEE
- Cibler les ménages à revenus modestes et au-dessus des seuils de l'ANAH, ayant un accès limité aux subventions publiques et aux prêts bancaires « classiques », en leur proposant des prêts d'une durée adaptée

► Cibles d'investissement

- Les publics propriétaires occupants de maisons individuelles, dont les revenus sont situés au-dessus des seuls actuels de l'ANAH « très modestes » et en deçà des critères d'éligibilité de l'ex prime à la rénovation énergétique, soit environ 170 000 foyers picto-charentais
- Les travaux d'efficacité énergétique permettant d'atteindre un certain niveau d'économie de consommation énergétique du logement : un gain minimum de 60 KWh/m²/an est attendu
- Les prêts à la rénovation thermique des Banques partenaires et de la SEM ARTEE d'une durée minimale de 12 ans et maximale de 20 ans
- Les prêts d'un montant maximum de 30 K€.

► Tickets / formes d'intervention

- 50 % de quotité de garantie
- 33 % de provision de risque

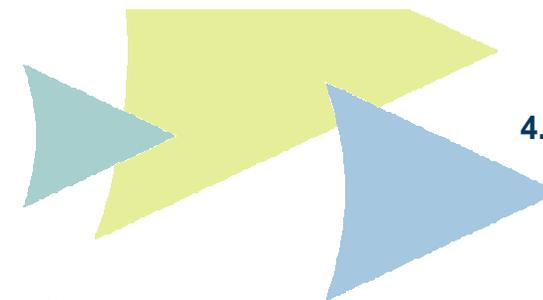
► Montant / enveloppe financière

- Enveloppe prévisionnelle : 4 M€
 - Dont 2 M€ Région Poitou-Charentes + autres
 - Dont 2 M€ FEDER.
- Période d'investissement 2016-2022 – 1400 prêts accompagnés soit 200 / an.

► Portage de l'outil

- Sélection sur appels d'offre

Fonds d'investissement EnR



4. Stratégie

► Objectifs :

- Faciliter le financement de l'amorçage des entreprises innovantes des EnR
- Permettre le dérisquage financier des projets du point de vue de l'industriel-investisseur en le délestant d'une partie du risque technologique et financier

► Cibles d'entreprises et de projets

- Sociétés de projets portant les actifs de production d'Energies Renouvelables créées par les acteurs des filières
- Filières: méthanisation, biomasse, bois énergie
- Stratégie globale du fonds :
 - Une stratégie d'investissement global du fonds commercialement saine
 - Une stratégie de diversification des risques
 - Une taille critique du fonds viable et disposant d'une portée territoriale efficiente du portefeuille
 - Un plan d'entreprise des cibles viable et rentable
 - Des stratégies de sortie claire et réaliste pour chaque cible

► Tickets / formes d'intervention

- Le fonds interviendra à hauteur minimum de 400 K€ chaque projet
- Le fonds apportera un appui en fonds propres dans les sociétés de projet selon les conditions suivantes : souscription de valeurs mobilières (par exemple actions, obligations et BSA)
- Conditions:
 - Investissements minoritaires en capital de 30% maximum du montant d'investissement des projets non couvert par la dette
 - Co-investissement avec d'autres investisseurs majoritaires publics ou privés dans la limite de 2/3 de part publique consolidée dans les cibles et également avec des acteurs du financement participatif (crowdfunding et financement citoyen)
 - Pas plus de 10 à 15% du montant total du fonds dans un seul projet (critères prudents)
 - Durée d'investissement standard : durée de vie de la ferme pilote (4-5 ans) ou investissement de la start-up (7 ans)?
 - Les interventions des souscripteurs du fonds EnR seront faites selon les critères de l'opérateur en économie de marché, c'est à dire en pari passu (mêmes conditions de rémunération, de risque et de subordination entre investisseurs, dans une simultanéité des interventions et à défaut selon une règle de valorisation des parts de la société préétablie)

► Montant / enveloppe financière

- Enveloppe prévisionnelle: 4-6 M€
 - Dont 2-3 Région Poitou-Charentes
 - Dont 2-3 Fonds européens (FEDER)
- Effet de levier attendu du FEDER sur la mobilisation de fonds privés : 4 sur les fonds propres (8 si on tient compte de la levée de dette)

► Portage de l'outil

- Gestion confiée à une société de gestion, préférentiellement agréée AMF
- Rémunération du gestionnaire en ligne avec les règles fixées par la CE

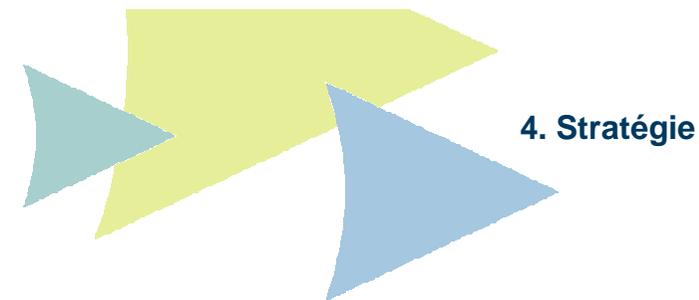
Traçage précis des participations : géographique et profil de projet (filière et type (amorçage/dérisquage))

Instrument financiers sur la programmation 2014-2020 : questionnements et points de vigilance (1/2)



- ▶ **La question de l'avenir des outils « spécifiques » au territoire (cf. présentation dans le document) dans le cadre des projets d'instruments financiers de la grande Région**
 - ▶ Plusieurs instruments faisant l'objet d'un soutien régional – Conseil Régional et/ou Fonds Européens 2007-2013 - bien appréciés des entreprises et financeurs purement privés
 - ▶ **Trois outils particulièrement concernés**
 - ▶ Poitou-Charentes Expansion
 - ▶ Fonds de co-investissement
 - ▶ Poitou-Charentes Innovation (cf. ci-dessous)
- ✓ Ajustement des fonctionnements et gouvernance des outils pour satisfaire la réglementation
 - ✓ Question de l'optimisation des participations existantes : besoin parfois de réinvestissement (2^{ème} tour ...)
-
- ▶ **Une problématique de l'amorçage partiellement réglée avec le panel des instruments financiers présentés plus en amont dans le document**
 - ▶ Un outil utile sur le territoire : Poitou-Charentes Innovation (cf. partie 2 du présent document)
 - ▶ **De nouveaux outils pour financer les premières années de l'entreprise innovante**
 - ▶ La possibilité dorénavant de mobiliser des prêts d'honneur sur le volet innovation
 - ▶ Des fonds sectoriels spécifiques qui verront sans doute le jour en Aquitaine, avec quelques investissements sur des phases d'amorçage
 - ▶ Une attention plus forte des investisseurs « aquitains » au sens région 2014 ?
 - ▶ **Des gaps subsistant dans l'hypothèse de « disparition » de PCI**
 - ▶ Rappel PCI en 2014/2015 : une 10^{aine} d'intervention en capital risque et amorçage
 - ▶ Une capacité d'intervention limitée sur les exercices à venir
 - ▶ Des Business Angels « Picto-charentais » qui ne sont pas aujourd'hui en situation de prendre le relais

Instrument financiers sur la programmation 2014-2020 : questionnements et points de vigilance (2/2)



Partenariat SIAGI – CR et intérêt d'un abondement Feder :

- ▶ **Aujourd'hui, le partenariat entre les instances régionales et la SIAGI est le suivant : la Région a ouvert une ligne de crédit, mobilisable par la SIAGI en cas de sinistre, pour les dossiers d'un fonds spécifique. Cette ligne s'élève aujourd'hui à 3,1 M€. Au rythme actuel (environ 40 dossiers par an), le fonds concerné par cette garantie sera liquidé fin 2018.**

- ▶ **La SIAGI considère que la demande existe :**
 - ▶ Pour plus de dossiers (environ 60-70 par an, soit 20-30 de plus qu'actuellement) ;
 - ▶ Pour des dossiers plus importants (avec un montant maximum de concours garantie de 150 000 € au lieu de 100 000 € actuellement). Cela permettrait par exemple de soutenir davantage de dossiers d'installations agricoles.

- ▶ **Un abondement Feder à un fonds de garantie (et non l'ouverture d'une ligne de crédit comme actuellement) serait une façon de couvrir cette demande.**

- ▶ **La SIAGI a déjà une expérience de la gestion Feder avec un fonds en Midi-Pyrénées. Ce fonds, doté d' 1M€ Feder, a permis de soutenir environ 300 dossiers entre 2010 et 2015.**

"Fonds" Financement du reboisement/boisement en Poitou-Charentes / fiche de synthèse



► Constats et Objectifs :

- De manière générale, l'intérêt multiple du reboisement : impact climat, développement de la ressource locale, biodiversité...etc.
- La création par le Conseil Régional d'une aide directe au boisement / reboisement aux côtés des industriels et de l'ensemble des acteurs de la filière (Expérimentation 2015 – 2016)
- En Poitou-Charentes, l'intérêt plus spécifique d'organiser la filière de production de peupliers à court terme afin d'approvisionner les industriels locaux avec la possibilité d'étendre la démarche à d'autres essences à moyen terme
- Des réunions de travail avec l'ensemble de la filière, une étude de faisabilité menée sur la création d'un outil de financement dédié :
 - La confirmation de la carence / défaillance en terme de financement, des projets à trop faible rentabilité, TRI pour intéresser les investisseurs en capital classiques
 - Des scénarios de création d'un instrument financier restant à consolider

Un projet en totale cohérence avec la stratégie de Transition Ecologique et Energétique

► Cibles d'entreprises et de projets

- Secteur : établissements en Poitou-Charentes intéressés par la problématique du peuplier, actifs dans la chaîne de valeur de la filière
 - Producteurs / fournisseurs : Exploitants forestiers (à titre individuel ou sous forme mutualisée)
 - Clients : Industriels consommateurs de bois peupliers, exemple des fabricants de panneaux
- Contexte d'intervention :
 - Gestion durable de la ressource
 - Production de bois de qualité

► Tickets / formes d'intervention

- Plusieurs modalités en réflexion à ce stade
 - Prêts, système de garantie
 - Prise de participation dans des sociétés ad-hoc
- Investissement dans la durée, modèle économique de long terme

► Montant / enveloppe financière

- Enveloppe prévisionnelle : à fixer en recherchant à optimiser l'effet de levier
 - A ce stade, l'objectif de la Région serait de contribuer à la reconstitution de 5000 ha de peupleraies pour un coût de revient par hectare de 6 000 € minimum (hors assurances, frais de gestion et rémunération du propriétaire), soit un besoin potentiel de 30 M€ sur 10 ans. Si 10% de ces besoins étaient financés via un instrument financier, en complément d'autres modalités d'interventions potentielles (subventions, etc.), l'instrument en question devrait alors disposer d'une capacité d'intervention d'environ 3 M€.
- Plusieurs opérateurs potentiellement impliqués dans l'instrument
 - La Région Poitou-Charentes et les fonds européens (FEADER)
 - La Caisse des Dépôts et Consignations via la Société Forestière de la Caisse des Dépôts
 - Les industriels de la transformation du bois...
- Déblocage des fonds au gré des besoins
- Effet de levier attendu sur la mobilisation de fonds privés :
 - Logique de co-investissement sans doute dans l'hypothèse d'une intervention en capital
 - Intervention à coté des banques dans le cas d'une offre en prêts

Une opération expérimentale en cours
Plusieurs modalités de soutien possibles
(cf. page suivante)

► Portage de l'outil

- Prématuré à ce stade pour définir l'instrument financier en détail et les conditions théoriques de portage
- Comme sur tous les instruments financiers, sélection du gestionnaire sur appel d'offres et/ou AML « renforcé »

"Fonds" Financement du reboisement/boisement en Poitou-Charentes / Précisions et commentaires



Données clés sur l'offre et la demande

Demande des industriels :

- Projets déclarés d'augmentation de leur production : de 132 000 m³ / an (2012) à 200 000 m³ estimés (2015)
- Volonté de substitution du bois d'okoumé importé pour des contreplaqués « tout peuplier »

Offre : le peuplier en Poitou-Charentes

- 16 000 hectares cultivés (incertitude : +/- 6 000 ha) en baisse sur les dernières années
- 4,3% de la surface boisée de la région produisant 46% de la récolte totale de bois d'œuvre

IF, Plusieurs modalités d'intervention envisageable : bénéficiaires, type d'instruments



REGROUPEMENT DE PROPRIETAIRES	FINANCEMENT	GESTION	COMMERCIALISATION	EXPLOITATION	ACHAT DES PRODUITS	OPTION
	Propriétaire isolé	Propriétaire (1)	Propriétaire (1)	Exploitant* / coop ou régie	Industriels	?
	Propriétaire	(1) + gestionnaire	(1) + gestionnaire	Exploitant* / coop ou régie	Industriels	Industriel
	Propriétaire adhérent à une coopérative	(1) + coop	(1) + coop	Coop	Industriels	Industriel
CRPF (animation)	Regroupement de propriétaires (GF, ASL, ASGF, ASA...)	Gérant (2)	Gérant (2)	Exploitant* / coop ou régie	Industriels	?
CRPF (animation)	Regroupement de propriétaires (GF, ASL, ASGF, ASA...)	(2) + gestionnaire	(2) + gestionnaire	Exploitant* / coop ou régie	Industriels	Industriel
?	OGEC (propriétaire adhérent à une coopérative)	Coopérative	Coopérative	Coopérative	Industriels	Industriel
CRPF (animation)	Industriel (via bail)	Industriel	Industriel	Exploitant* / coop ou régie	Autres industriels (après appro des qualités réservées à son usage)	
CRPF (animation)	Industriel (via bail)	Gestionnaire (ou coop ?)	Gestionnaire / coop	Exploitant* / coop ou régie	Autres industriels (après appro des qualités réservées à son usage)	
CRPF (animation)	Groupement d'industriels (via bail)	Gérant / gestionnaire	Gérant / gestionnaire	Exploitant* / coop ou régie	Autres industriels (après appro des qualités réservées à son usage)	

APPLI DE LA REGION

Aide directe Via FONDS (prêts...) Aide directe (mise en place : regroupement, bail, gestion) Via FONDS (prêts...)

* l'exploitant peut être un industriel s'il réalise cette activité

Zoom sur l'expérimentation en cours

- Projet pilote, en partenariat avec un industriel régional du secteur, en cours de constitution
- Plantation d'une 100^{aine} d'hectares de peupliers visant à approvisionner les unités de la société
- Financement incluant l'industriel et un institutionnel dans un premier temps. Le besoin de financement pour ce premier pilote prévu sous la forme d'une SPV est évalué à 800 k€ (hors TVA, pour 100 ha de plantation).

Source : étude de faisabilité d'un véhicule d'investissement mutualisé innovant pour le financement des peupleraies en Poitou-Charentes 2014 (Région et Caisse des Dépôts Poitou-Charentes)

Des situations de marchés non optimales au sens « régional » du terme Quelle stratégie d'intervention pour les acteurs régionaux ?

▶ Le sujet des PME redéploiement ou retournement

- ▶ Complexe à appréhender...
- ▶ Politiquement délicat...
- ▶ ...néanmoins à fort enjeu en termes d'emplois
- ▶ Un outil interrégional théoriquement accessible
 - ▶ Bilan : pas d'investissement à ce jour sur le territoire
 - ▶ Réservé par ailleurs aux opérations de grande envergure



Benchmark et retour d'expérience avant d'étudier la mise en place d'un outil bien borné à trois ans ?
Poursuite de la réflexion ?

▶ Le maintien des ETI et entreprises structurantes de Poitou-Charentes

- ▶ Cas de figure défavorables à tenter de gérer au mieux pour le territoire
 - ▶ Etape de reprise transmission au sein de belles PME
 - ◆ Montant en jeu : 1 à 3 millions d'euros
 - ◆ Ex: rachat par une entreprise extérieure, perte de siège social
 - ▶ Financement de la croissance d'ETI majeures
 - ◆ Montant en jeu : plusieurs 10^{aine} de millions d'euros
 - ◆ Intervention des fonds nationaux ... puis vente de l'entreprise
- ▶ Solutions idéales et/ou envisageables
 - ▶ Anticipation et gestion préventive ?
 - ▶ Capacité de mobilisation de fonds « régionaux » au sens premier du terme ?
 - ▶ Rôle de Bpifrance ?



Réflexion capital transmission avec les acteurs de la place post mise en place du fonds de co-investissement ?
Anticipation et concertation sur les dossiers > 5 M€ ?

▶ La résolution à la marge de carences de marché

- ▶ Peu d'opérateurs en capital développement < 400 k€
 - ▶ Quelques dossiers pourraient dorénavant trouver solution via les outils envisagés
 - ▶ Exemple : fonds de co-investissement et prêts d'honneur
- ▶ La possibilité de monter les capacités d'intervention de certains outils
 - ▶ En volume : nombre de dossier ?
 - ▶ En montant des tickets ?



Opportunité pour PCE ?
Création d'un nouvel outil ?

▶ Des possibilités également offertes dans le cadre de la grande Région

- ▶ Absence certes de taille critique en Poitou-Charentes
- ▶ un marché adressable au sein du nouvel ensemble



Réflexion sur Fonds IAA, Photoniqueetc.

Financement des entreprises en Poitou-Charentes

Zoom sur les actions à conduire hors IF (synthèse)



► De manière générale

- La continuation du rôle de l'Agence PME : partage et recherche de solutions optimales de financement pour les entreprises et/ou porteurs de projets
- La mise en place d'échanges périodiques (hors analyse / discussion de projets) avec les acteurs de la place financière
 - A l'image de l'intérêt des débats et discussions des ateliers de la phase 2 de la présente opération
 - Volet, action spécifique au sein des missions de l'agence PME
- La recherche d'efficacité et d'efficience dans la gestion terrain des instruments financiers dans le cadre de la grande Région
 - Des économies d'échelles évidentes sur des compétences très spécifiques et sur des missions de back office (instruction, reporting, gestion administrative des instruments financiers)
 - ...cependant, le maintien indispensable de la proximité terrain pour la détection et ingénierie de projet
 - ...en particulier sur le petit capital développement et pour l'accompagnement / conseil des startups

► Sur le segment Jeune Entreprises Innovantes

- La prospection de projets dans les laboratoires de recherche pour reconstituer le deal flow
- L'accompagnement plus intense des projets, type programme d'accélération
- Un maillage plus fin du territoire – à l'image des structures technopolitaines - sur le soutien à l'innovation

► Sur le segment TPE et PME « classique »

- Le travail de préparation des entreprises à la reprise-transmission : les projets bien préparés trouvent généralement du financement
- Des actions de sensibilisation des chefs d'entreprises sur :
 - La construction de business plans
 - L'ouverture du capital et les modèles du capital investissement
- La cartographie des offres de financement et conditions de mobilisation
 - Difficile à appréhender pour les entreprises
 - Systèmes de garanties (nombreuses opportunités) par ailleurs pas toujours bien maîtrisés dans les agences bancaires

► Sur le volet EnR

- Financement de petits projets ENR, notamment de méthanisation, pour mailler le territoire
- Continuer à abonder la garantie que propose la Région sur des prêts ENR contractés par les banques (dispositif existant)

► Sur la question de l'Efficacité Energétique

- Poursuivre l'accompagnement des ménages via l'offre de services proposée par la SEM ARTEE
- A terme, le refinancement de la SEM ARTEE (3 / 4 ans), une fois la première génération de prêts octroyés
- Micro-crédit habitat pour les ménages éligibles ANAH afin de couvrir le reste à payer

Déploiement des instruments financiers en Poitou-Charentes et contexte de fusion des Régions



► Rappel de deux éléments de contexte

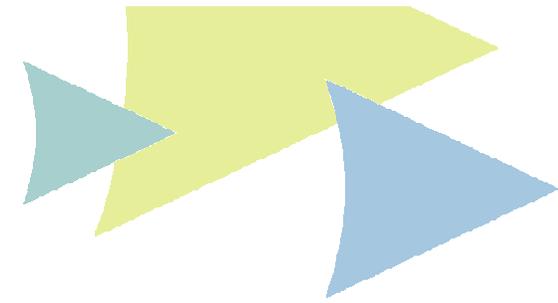
- L'utilisation des fonds européens des PO Poitou-Charentes 2014-2020 doit strictement correspondre à des investissements réalisés en Poitou-Charentes
- Les évaluation ex ante des trois régions fusionnées ayant fait ressortir des problématiques voisines :
 - La convergence des outils a été privilégiée avec la création d'instruments financiers rayonnant sur le nouveau territoire régional
 - ...en préservant des spécificités sur les thèses d'investissement pour bien coller à la carence ou défaillance de marché identifiée
 - ...en veillant à respecter les enveloppes affectées à chaque territoire des anciennes régions

► L'adaptation possible, à la marge, des thèses d'investissement des fonds ici présentés

- La gestion des instruments financiers sera vraisemblablement confiée à un opérateur unique pour les trois sous-ensembles régionaux, avec quelques menues variantes en terme de choix des cibles et conditions de mise en œuvre
 - Un travail encore à conduire de convergence des outils, des conditions d'application de chaque instrument financier
 - Des régulations sans doute à opérer avant de lancer la sélection des gestionnaires
- La création quasi-validée en région « Aquitaine » de fonds sectoriels avec lesquels devront se coordonner les fonds « génériques » notamment le fonds de co-investissement
 - Fonds agroalimentaire
 - Fonds photonique et matériaux avancés ...

► Format d'intervention et différents véhicules juridiques

- La Région Aquitaine envisage la création d'un fonds de fonds qui réunirait l'ensemble des participations de la Région en Capital Investissement
- Le fonds de fonds pourrait être amené à investir dans chaque instrument financier
- L'abondement des fonds européens pourrait par conséquent se réaliser
 - Soit en direct dans l'instrument financier
 - Soit via le fonds de fonds



- ▶ INTRODUCTION

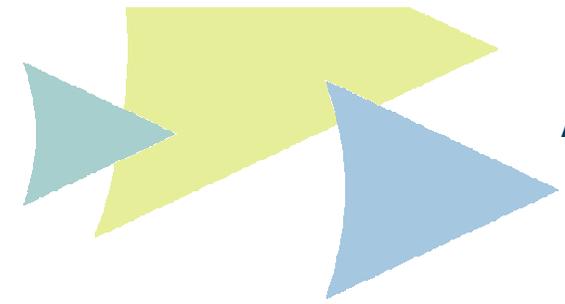
- ▶ 1 – TISSU ECONOMIQUE ET STRATEGIES REGIONALES

- ▶ 2 – ANALYSE DE L'OFFRE DE FINANCEMENT

- ▶ 3 – ANALYSE ET ESTIMATION DE LA DEMANDE DE FINANCEMENT

- ▶ 4 – STRATEGIE D'INVESTISSEMENT

- ▶ ANNEXES



▶ **A.1 Lexique et définitions**

Fonds propres et quasi fonds propres



Fonds propres	Capital social
	Comptes courants d'associés
	Résultat non distribué
Quasi Fonds propres	Obligations et titres participatifs
	Avances conditionnées
	Subventions d'investissement

► Utilité des fonds propres

- Indépendance vis-à-vis des banques et des fournisseurs
- Gage de solidité de l'entreprise (preuve que des personnes ont crû en la pérennité de l'entreprise)
- Stabilité et solidité financières
- Marge de manœuvre pour réaliser des investissements corporels et/ou incorporels

- **Remarque : dans ce document, le terme « fonds propres » désigne les fonds propres et les quasi fonds propres.**

Lexique des termes techniques employés (1/3)

Annexes



▶ Capital d'amorçage

- ▶ Financement fourni aux entreprises pour développer leurs produits ou services et lancer leur commercialisation. Les entreprises peuvent être en cours d'institution ou déjà existantes (mais < 8 ans), mais elles ne peuvent pas encore avoir commercialisé de produits ou de services

▶ Capital risque

- ▶ Le capital-risque fait référence aux investissements dans des entreprises non cotées en bourse par des sociétés de capital-risque qui, agissant comme mandantes, gèrent des fonds particuliers, institutionnels ou internes. En Europe, les principales phases de financement sont la phase de démarrage (qui englobe le capital initial et le capital d'amorçage) et la phase d'expansion. Le capital-risque renvoie donc à des fonds professionnels co-investis avec l'entrepreneur pour financer une entreprise en phase de démarrage (amorçage et départ) ou d'expansion. L'investisseur espère compenser le risque élevé qu'il prend par des retours sur investissement supérieurs à la moyenne

▶ Capitaux propres

- ▶ Capital représenté par les actions (ordinaires) d'une entreprise. Les caractéristiques typiques des capitaux propres sont un droit aux bénéfices réalisés par l'entreprise, un droit à une part proportionnelle des produits lors de la liquidation et la subordination aux crédateurs.

▶ Effet de levier

- ▶ Permet de mesurer l'effet de levier du financement octroyé sur le plan de financement total de l'entreprise ou plus spécifiquement par rapport à l'emprunt bancaire

▶ Efficacité

- ▶ Degré d'atteinte des objectifs

▶ Efficience

- ▶ Efficacité rapportée aux moyens engagés sur le dispositif (et comparativement à un dispositif « concurrent »)

▶ Emplois créés ou maintenus

- ▶ Critères de qualification d'un emploi maintenu (ou consolidé, ou soutenu) à préciser

▶ Entreprise défailante

- ▶ Selon l'INSEE : « Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible. »

▶ Entreprises en difficulté

- ▶ Il n'existe pas de définition communautaire de l'«entreprise en difficulté». Dans le cadre des «lignes directrices communautaires concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté», la Commission considère qu'une entreprise est en difficulté lorsqu'elle est incapable, avec ses propres ressources ou avec les fonds que sont prêts à lui apporter ses propriétaires/actionnaires ou ses créanciers, d'enrayer des pertes qui la conduisent, en l'absence d'une intervention extérieure des pouvoirs publics, vers une mort économique quasi certaine à court ou moyen terme.

Lexique des termes techniques employés (2/3)



▶ Fonds de fonds (ou fonds de participation)

- ▶ Un fonds de fonds ou fonds de participation est un portefeuille composé d'autres fonds (appelés généralement fonds sous-jacents). La gestion en est assurée par un opérateur qualifié d' « intermédiaire financier ». Un fonds de fonds peut comprendre uniquement des fonds de capital investissement ou bien peut être multiproduits.

▶ Garantie

- ▶ Une garantie est un acte par lequel un tiers appelé « garant » s'engage à payer la dette d'un emprunteur si ce dernier ne peut l'honorer lui-même. Le garant est en mesure de couvrir tout manquement ou défaut d'apurement de la dette par l'emprunteur dans les conditions stipulées dans l'accord passé entre le garant, le prêteur et/ou l'emprunteur.

▶ Gestionnaire de fonds

- ▶ La ou les personnes ou entités responsables de l'exécution de la stratégie d'investissement et de la gestion du portefeuille d'investissements associé au fonds à participation ou aux instruments de l'ingénierie financière (à savoir des fonds de capitaux propres, des fonds d'emprunt, des fonds de garanties) selon le cas visés à l'article 44 du règlement général conformément aux objectifs et dispositions définis dans l'accord de financement.

▶ Investissement en capitaux propres privés

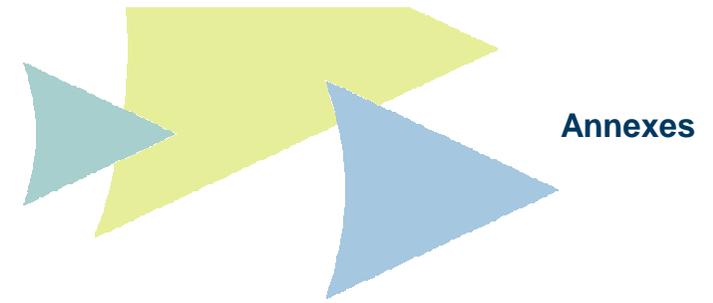
- ▶ Investissement dans les capitaux propres de sociétés non cotées en bourse. Fait référence à l'acquisition d'une participation aux capitaux propres (propriété) d'une entreprise (ou d'une entreprise en démarrage).

▶ Pertinence

- ▶ Degré de réponse du dispositif aux besoins de ses destinataires

▶ Prêt

- ▶ Un prêt est une sorte de dette. Dans un prêt, l'emprunteur reçoit initialement ou emprunte auprès du prêteur un montant appelé « principal » et est tenu de rembourser ou reverser ultérieurement un montant égal de fonds au prêteur. Les fonds sont généralement remboursés au moyen de versements réguliers ou de remboursements partiels; dans le cas d'une annuité, chaque tranche a un montant identique. Un prêt est généralement octroyé moyennant un coût appelé « intérêt sur la dette ».



► Subvention

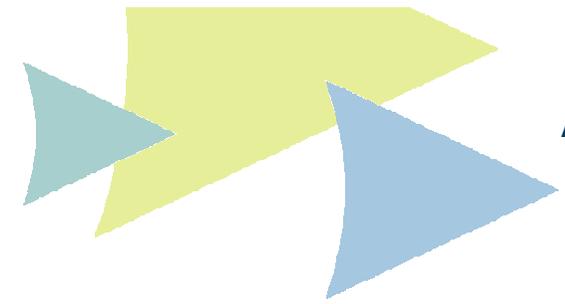
- Pour les besoins de la présente note d'orientation, une subvention présentera, de manière générale, les caractéristiques suivantes: une contribution est apportée soit à une action ou un projet exécuté par un donataire qui relève essentiellement du champ d'application des activités de ce dernier, soit directement au donataire parce que ses activités contribuent aux objectifs politiques du donateur, l'action ou le projet du donataire étant normalement dans l'intérêt du donateur; la demande de financement émane du donataire qui soumet une proposition de soutien pour les activités qu'il exécute ou prévoit d'exécuter; sa proposition présente les spécifications de l'action à exécuter qui peuvent se situer dans un cadre légal préétabli ou autre préalablement déterminé par le donateur; la propriété restera normalement acquise au donataire, bien que dans certains cas, il soit possible que la contribution financière soit reversée au donateur à la fin d'une action; la subvention ne finance pas forcément le coût total de l'action; la contribution financière du donateur ne doit pas tenir compte du produit ou du service rendu par le donataire au donateur; des conditions peuvent être annexées à la subvention accordée, mais il n'existe aucun lien direct et spécifique entre les obligations individuelles de part et d'autre (donateur et donataire), bien que le donateur ait le droit de surveiller l'exécution technique de l'action et l'usage qui est fait des fonds octroyés; la subvention ne doit pas avoir pour but ou pour effet de produire un bénéfice pour le donataire; le résultat d'une procédure d'octroi de subvention est un accord de subvention ou une décision de subvention.

► Taux de pénétration

- Degré de diffusion d'un dispositif au sein de la population cible de ses bénéficiaires potentiel (en % de la population cible)

► Taux de pérennité à trois ans

- Taux de survie des entreprises après 3 années complètes suivant l'octroi de l'aide



▶ **A.2 Sources et contacts**

Principales sources utilisées

Annexes

► Données Régionales / documents stratégiques

- S3 (Stratégie de Spécialisation Intelligente)
- PO FEDER FSE Poitou-Charentes 2014-2020
- Rapport d'activité 2013-2014 de l'Établissement Public Foncier de Poitou-Charentes
- Rapports d'activité 2013 et 2014 du CRESS Poitou-Charentes
- Schéma Régional Climat Air Energie Poitou-Charentes
- Schéma Régional de Développement Economique, Ecologique, Social et Solidaire 2011-2015
- Enquête sur la structure des exploitations agricoles en 2013 par l'Agreste
- Programme de Développement Rural Poitou-Charentes...
- Publications « Sur Mesure » (Analyse et évaluation des politiques régionales)
- Guide des aides et des appels à projet (Portail web du Conseil Régional)
- Rapport d'activité 2014 du CRMA Poitou-Charentes

► Données statistiques

- Base de Données PME +
- INSEE
- Banque de France
- AFIC
- APCE
- Base de Données DIANE
- Acoss

► Etudes et sources diverses

- Site internet des entreprises et des acteurs du financement sollicités

Contacts phase 1 - Région Poitou-Charentes et partenaires institutionnels

Annexes

Structure	Genre	Nom	Prénom	Fonction
Bpifrance	M.	DIEYE	Mame	Directeur Régional Poitou-Charentes
Bpifrance	Mme	AUZANNEAU	Magalie	Responsable crédit
Caisse des Dépôts	M.	LAURENT	Christophe	Directeur régional
Région Poitou-Charentes	M.	AIMELAFILLE	Jacques	Direction de l'Économie et de la Croissance Verte (Agence PME)
Région Poitou-Charentes	M.	ROBIN	Cédric	Direction de l'Économie et de la Croissance Verte (Agence PME)
Région Poitou-Charentes	M.	GABARD	Matthieu	Agence Régionale de l'Innovation
Région Poitou-Charentes	Mme	SOURIAU	Aude	Direction de l'Économie et de la Croissance Verte (Agence PME)
Région Poitou-Charentes	Mme	AMETTE	Katia	Direction de l'Économie et de la Croissance Verte (Agence PME)
Région Poitou-Charentes	Mme	DION	Christine	Direction de l'Économie et de la Croissance Verte (Agence PME)
Région Poitou-Charentes	Mme	LAMBERT	Karine	Directrice environnement

Contacts phase 1 - Ecosystème

Annexes

Structure	Genre	Nom	Prénom	Fonction
Fédération Bancaire Française	M.	BAILLY	Hubert	Président du Comité FFB Poitou-Charentes
CESER (ex-Directeur Régional Crédit Mutuel)	M.	BORDONNEAU	Louis	Vice Président de la Commission de Synthèse Finances et Plan
Initiative Vienne	Mme	BRETAUDEAU	Virginie	Directrice
Insertion Poitou-Charentes Active	Mme	FOUIN	Laurence	Directrice
Chambre régionale de métiers et de l'artisanat de Poitou	M.	BANLIER	Jean-Michel	Président
ADEME	M.	MAURO	Jean-François	Directeur régional
AROSH	M.	MIGNOT	Romain	Directeur
SCIC Poitou-Charentes Energies Renouvelables	M.	BALLANDRAS	Marc	Directeur Général
ARTEE	M.	DIEUMEGARD	David	Directeur
DREAL	Mme	LOOTVOET		
CRER	M.	RENOUX	David	Directeur
CRER	M.	RENOUX	Denis	Directeur
CRES	M.	BORDERIE	Stephen	Directeur
CREN Poitou-Charentes	Mme	BUSSEROLLE	Patricia	Directrice
Banque de France	M.	BAVAY	François	Directeur Régional
SIAGI	M.	CHABANNE	Michel	Directeur de Région SIAGI Centre & Ouest
SAFER	M.	TUZELET	Philippe	Directeur Régional

Contacts phase 1 - Gestionnaires de fonds et partenaires bancaires

Annexes

Structure	Genre	Nom	Prénom	Fonction
Banque Tarneaud	Mme	SCHALK	Fabienne	Directrice
Crédit Agricole Charente-Périgord	M.	VAYSSIER	Thierry	Directeur Banque d'Affaire et Expertise Sociale
Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes (siège)	M.	THEPOT	Jean-Philippe	Directeur Animation des marchés de proximité – Affaires spéciales (suivi de client entreprises en difficulté)
Crédit Mutuel Loire-Atlantique Centre-Ouest	M.	PERFETTINI	Pascale	Secrétariat Général
Crédit Mutuel Loire-Atlantique Centre-Ouest	M.	DAVID	Jacques	Directeur régional
CIC Ouest	M.	PIERRON	Didier	Directeur de Région
Poitou-Charentes Innovation	M.	MAZET	Joël	Président
Poitou-Charentes Innovation	M.	TESSON-RICHEZ	Jérôme	Chargé de mission / Direction des opérations
Poitou-Charentes Expansion	M.	MAZET	Joël	Président
Poitou-Charentes Expansion	M.	RABAULT	Pascal	Directeur
Nestadio Capital	Mme	GLANGETAS	Samya	Directrice d'investissement
Alto Invest	M.	HALLEY	Franck	Directeur Associé – Analyse & Systèmes
SAS Financière Marengo / SYNERGENCE	M.	DE LA FORTELLE	Xavier	Président
Galia	M.	JOUBERT	Christian	Président
Sofimac Partners (Retournement)	M.	BOUILLER	Jean-Pierre	Directeur des Participations, Associé
Sofimac Partners (Amorçage/Innovation)	M.	VUAGNAT	Philippe	Directeur Général
Sofimac Partners (Développement/Transmission)	Mme	TRABUCHET	Hélène	Directrice des Participations
Océans Participations	Mme	JACQUINET	Dominique	Directeur Général

Contacts phase 1 - Entreprises (1/2)

Annexes

Structure	Genre	Nom	Prénom	Fonction
SERGIES	M.	JULIEN	Emmanuel	Président du Directoire
VERDESIS	M.	POURRET	Gaël	Responsable développement
Albioma-Méthanéo	M.	COSTES	Jean-Paul	Responsable des activités biométhanisation
SPN (Réseau d'entreprises)	Mme	HAREL	Lisa	Directrice
OCQUETEAU	M.	MONIER	Christian	Président
Salon Oxygen	Mme	PAILLOUX	Audrey	Gérante
NEXTALIM	M.	KLEINFINGER	Jean-François	Président
SAVANE VISION	M.	BRISSONNEAU	Xavier	Président
SANY COINVERS	M.	MORLAT	Vincent	Gérant
LYS PACKAGING	M.	MOUFFLET	Nicolas	Président
ANIMAUTE	M	TONDUSSON	Olivier	DG
VALBIOTIS	M.	PELTIER	Sébastien	Président

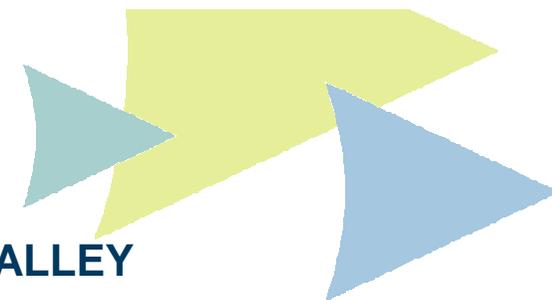
Contacts phase 1 - Entreprises (2/2)

Annexes

Structure	Genre	Nom	Prénom	Fonction
LES JARDINS DE L'ORBRIE	M.	COLLET	Jacky	Gérant
MILLERET	M.	GALLARD	Georges	
RANNOU MÉTIVIER	M.	BERTRAND	Yann	Président
LIBNER	M.	LIBNER	François	Président
MECAFI	M.	ACCORSINI	Sylvain	Président
MTI ENGINEERING	M.	DABIN	Pascal	Dirigeant
COMEBO (Coopérative Métallurgique du Bocage Bressuirais)	M.	MATHIEU	Jérôme	Dirigeant
OUAT ENTERTAINMENT	Mme	DOUMIC	Frédérique	Présidente
CDB	M.	DEGRAND	Didier	Président
Etablissements Ferrand	M.	COLOMBET	Cyrille	
DEGORCE	M.	VAGOGNE	Marc	Dirigeant

Liste des participants aux ateliers de la phase 2

Atelier financement de la jeune entreprise innovante



Annexes

- ▶ Alto Invest :
- ▶ Bpifrance :
- ▶ CCI Poitou-Charentes :
- ▶ CCI de la Vienne :
- ▶ DREAL :
- ▶ Nestadio :
- ▶ Poitou charentes innovation (PCI) / ARI :
- ▶ Synergie :

M. Franck HALLEY
M. Sébastien GESBERT
M. Jérôme BESSEAU
Mme Louise AVERTY
Mme Mélanie RIDOUX
Mme Samya GLANGETAS
Mme Savéria DESERT
M. Bernard DECARROUX

- ▶ Région Aquitaine :
- ▶ Région Poitou-Charentes :
- ▶ Région Poitou-Charentes :

M. Denis BALMONT
M. Cédric ROBIN
M. Jacques AIMELAFILLE

- ▶ Technopolis :
- ▶ Katalyse :

M. Matthieu LACAVE
M. Gilles MORSCH

Liste des participants aux ateliers de la phase 2

Atelier financement de la PME / TPE

- ▶ Bpifrance :
- ▶ Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes :
- ▶ CCI Rochefort Saintonge :
- ▶ Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat :
- ▶ CIC Ouest :
- ▶ DREAL :
- ▶ Initiative Vienne :
- ▶ Insertion Poitou-Charentes Active (IPCA) :
- ▶ Nestadio :
- ▶ Offensive PME :
- ▶ SIAGI :
- ▶ Sofimac Partners :

- ▶ Région Limousin :
- ▶ Région Aquitaine :
- ▶ Région Poitou-Charentes :
- ▶ Région Poitou-Charentes :

- ▶ Technopolis :
- ▶ Katalyse :



Mme Magalie AUZANNEAU
M. Jean-Philippe THEPOT
M. Stéphane SANNIER
Mme Maryline MARQUER
M. Franck DESCHODT
Mme Mélanie RIDOUX
Mme Virginie BRETAUDEAU
Mme Laurence FOUIN
Mme Samya GLANGETAS
M. Jean-Marie BERTON*
M. Michel CHABANNE
Mme Hélène TRABUCHET

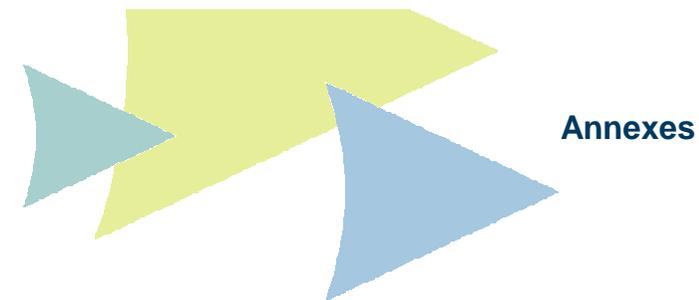
M. Brahim GUETARNI
M. Denis BALMONT
M. Cédric ROBIN
M. Jacques AIMELAFILLE

M. Matthieu LACAVE
M. Gilles MORSCH

Annexes

Liste des participants aux ateliers de la phase 2

Atelier EnR et Efficacité Energétique

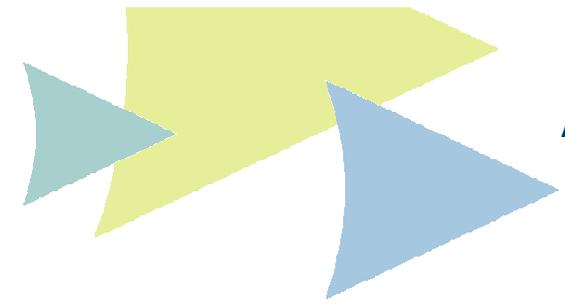


► Atelier Efficacité Energétique - Participants

- S. Pignoux (CCI 86)
- N. Lootvoet (DREAL)
- JC. Cinquabre (DREAL)
- D. Dieumegard (ARTEE)
- L. Felix (CDC)
- J. Aimelafille (Région Poitou-Charentes)
- C. Robin (Région Poitou-Charentes)
- M. Lacave (Technopolis)
- G. Coatanroch (Technopolis)

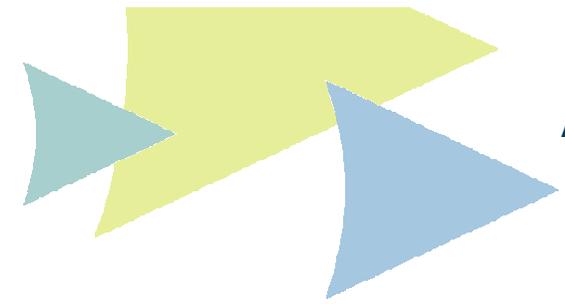
► Atelier ENR - Participants

- S. Pignoux (CCI 86),
- T. Nougues (Valorem / FEE)
- J. Aimelafille (Région Poitou-Charentes)
- C. Robin (Région Poitou-Charentes)
- M. Lacave (Technopolis)
- G. Coatanroch (Technopolis)
- G. Morsch (Katalyse)



▶ **A.3 Données complémentaires**

- A3.1 Volet « demande »
- A3.2 Volet « offre »



▶ **A.3.1 Volet « Entreprises et innovation » / Données complémentaires**

Secteur agricole : synthèse

Annexes

Chiffres-clés de la filière :

- ▶ Hétérogénéité des productions agricoles
- ▶ 23 000 exploitations agricoles en 2010 (7^{ème} rang des régions françaises)
- ▶ Plus de 31 000 équivalent temps plein travaillant dans les exploitations (10^{ème} rang des régions françaises pour l'emploi agricole)
- ▶ 74 hectares en moyenne par exploitation
- ▶ Valeur de la production régionale = 3,3 milliards€ en 2010

Prédominance de la production céréalière

- ▶ Productions céréalières (33 %)
- ▶ Secteur des vins = 17 % de la production agricole (porté par la production de Cognac)
- ▶ 16 % de Polyculture, de poly-élevage
- ▶ 31 % du cheptel d'espèce caprine en France en 2010
- ▶ Productions animales plus diverses avec un fort niveau d'élevage caprin :
 - ▶ Filière ovine et caprine : 9 %
 - ▶ Filière bovine : 8 %
 - ▶ Filière laitière : 4,5 %

Evolution du profil des exploitations (2010-2013)

- ▶ Phénomène de concentration => exploitations moins nombreuses (-9 % entre 2010-2013) avec des surfaces moyennes en augmentation (+ 6 ha par exploitation en moyenne)
- ▶ Concentration des terres : essor des exploitations de plus de 50 hectares avec un taux de 75 % de grandes et moyennes installations, soit 7 % supérieur à la moyenne nationale
- ▶ Chute du nombre d'exploitations individuelles et baisse de la main d'œuvre familiale => développement des exploitations sous forme sociétaire (essor des EARL : +9 % en 2013)

Main d'œuvre agricole

- ▶ Plus de 31 000 équivalent temps plein travaillant dans les exploitations
- ▶ Mais un salariat permanent qui vieillit avec un vieillissement des dirigeants d'exploitation
- ▶ D'ici 10 ans : 2 000 salariés à remplacer ; 4 500 chefs sans successeur
- ▶ Tendence générale à une légère hausse du nombre des installations en Poitou-Charentes grâce à un rebond de 23 % en 2013 dû aux subventions et aides de la Région

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Une région à forte dominante agricole et rurale • Une filière agricole très importante pour l'économie régionale • Agriculture en soutien de la filière IAA • Des exploitations de plus grande taille → meilleure compétitivité... • Des filières fortes et de qualité : céréales (10 % de la production française), le cognac, l'élevage caprin... • Un fort potentiel sur le terrain de la croissance verte • Une aide régionale très présente à destination des jeunes agriculteurs et en faveur de l'innovation et de la compétitivité des installations agricoles (PDR Poitou-Charentes) 	<ul style="list-style-type: none"> • Ressources foncières- déprise agricole • Trop faible poids dans le commerce international notamment concernant les exportations à destination des BRIC • Revenus faibles des exploitations • Exploitations peu compétitives notamment dans le secteur de l'élevage(filière porcine) • « Vieillissement » des actifs et difficultés de transmission des exploitations • De nouveaux investissements à financer • Faible culture ingénierie financière

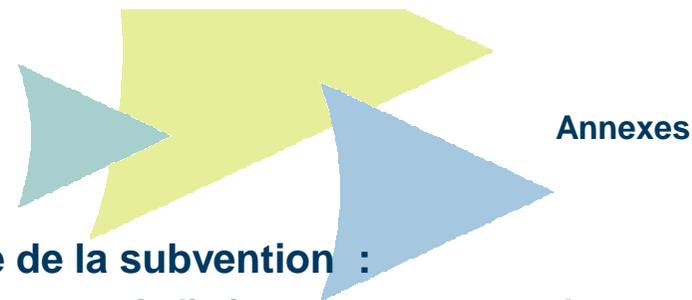
Enjeux du secteur

- ▶ Poursuivre le soutien à la dynamique d'installation en agriculture
- ▶ Maintenir l'aide à la transmission et à la reprise d'exploitations agricoles
- ▶ Faciliter le fonctionnement quotidien et la croissance des exploitations
- ▶ Soutenir la dynamique et le financement de l'installation en agriculture
- ▶ Sécuriser le foncier
- ▶ Répondre aux nouveaux enjeux : préservation des ressources, agro carburant, chimie verte

Sources : INSEE et CCI – Poitou-Charentes, Repères économiques 2014, Agreste 2013, données DIANE

Secteur agricole : constats génériques

- ▶ **Des dynamiques divergentes à l'intérieur des sous-secteurs agricoles :**
 - ▶ Liées aux orientations de la PAC
 - ▶ Baisse de la consommation de viande au niveau européen
 - ▶ Tendance à l'absorption des coopératives d'élevage par les coopératives céréalières
- ▶ **Volatilité des cours des matières premières :**
 - ▶ Plafonds a priori atteints (nourriture du bétail, transport etc.)
 - ▶ Intérêt pour les dispositifs (garanties de marges, prix, ou volumes mises en place par des caisses de sécurisation privées) d'assurance « sécurisation du marché », permettant une stabilisation des revenus de l'exploitant
- ▶ **Problème de la solvabilité des pays à l'export et/ou crise internationale (ex : Russie)**
- ▶ **Des difficultés de financement (BFR, investissements matériels)**
 - ▶ Notamment filière de l'élevage (porcin) face à la nécessité de modernisation de l'appareil productif et d'extension des cheptels
 - ▶ Agriculture bio



- ▶ **Forte culture de la subvention :**
 - ▶ Intensité capitaliste en hausse + restrictions sur les budgets publics → nécessaire développement de modes de financements alternatifs :
 - ▶ En particulier pour assurer le développement des plus grosses exploitations (notamment céréalières, viticoles, laitières)
 - ▶ Les « jeunes générations » ne souhaitant plus dépendre de leurs parents et de leur garantie
 - ▶ Pour assurer la reprise et les installations agricoles
- ▶ **Réserves vis-à-vis du capital investissement :**
 - ▶ **Culturelles : peur de perdre le contrôle**
 - ▶ Plus l'exploitation est petite, plus la volonté de rester indépendant est forte
 - ▶ Nota : réticence moins forte chez les jeunes agriculteurs
 - ▶ **Juridiques : complexité de mise en œuvre dans une coopérative**
- ▶ **Impact potentiel négatif (encore non mesuré) des nouvelles dispositions fiscales (suppression du droit de déduire les investissements d'exploitation des impôts de l'exploitant...)**

Secteur agricole

Méthodes d'évaluations des besoins

Annexes

17 250 exploitations agricoles moyennes à grandes

Source : Observatoire AGRESTE 2015
Hors viticulture

Hypothèse : les « petites exploitations » (< 200 K€ de CA) ne génèrent pas de besoin financier exprimé car elles investissent peu et ne sont pas « transmissibles »

Exploitation

Variation du BFR à horizon 5 ans

Investissements à horizon 5 ans

Hypothèse :
BFR = 8 mois de CA en moyenne
Variation du BFR 100% autofinancée

Hypothèse :
Investissements annuels = amortissements annuels
= 30 K€ en moyenne / an / exploitation

Installation / transmission

Installations HCF

Installations CF

Hypothèses :

356 installations par an
Budget moyen installation = 140 K€ HCF et 465 K€ CF (moyenne 400 K€)
20% d'installations HCF

Besoins à financer

Hypothèse : 95% du budget d'installation (hors foncier) donne lieu à amortissement (et est donc pris en compte dans le cycle d'exploitation chiffré par ailleurs)

Endettement

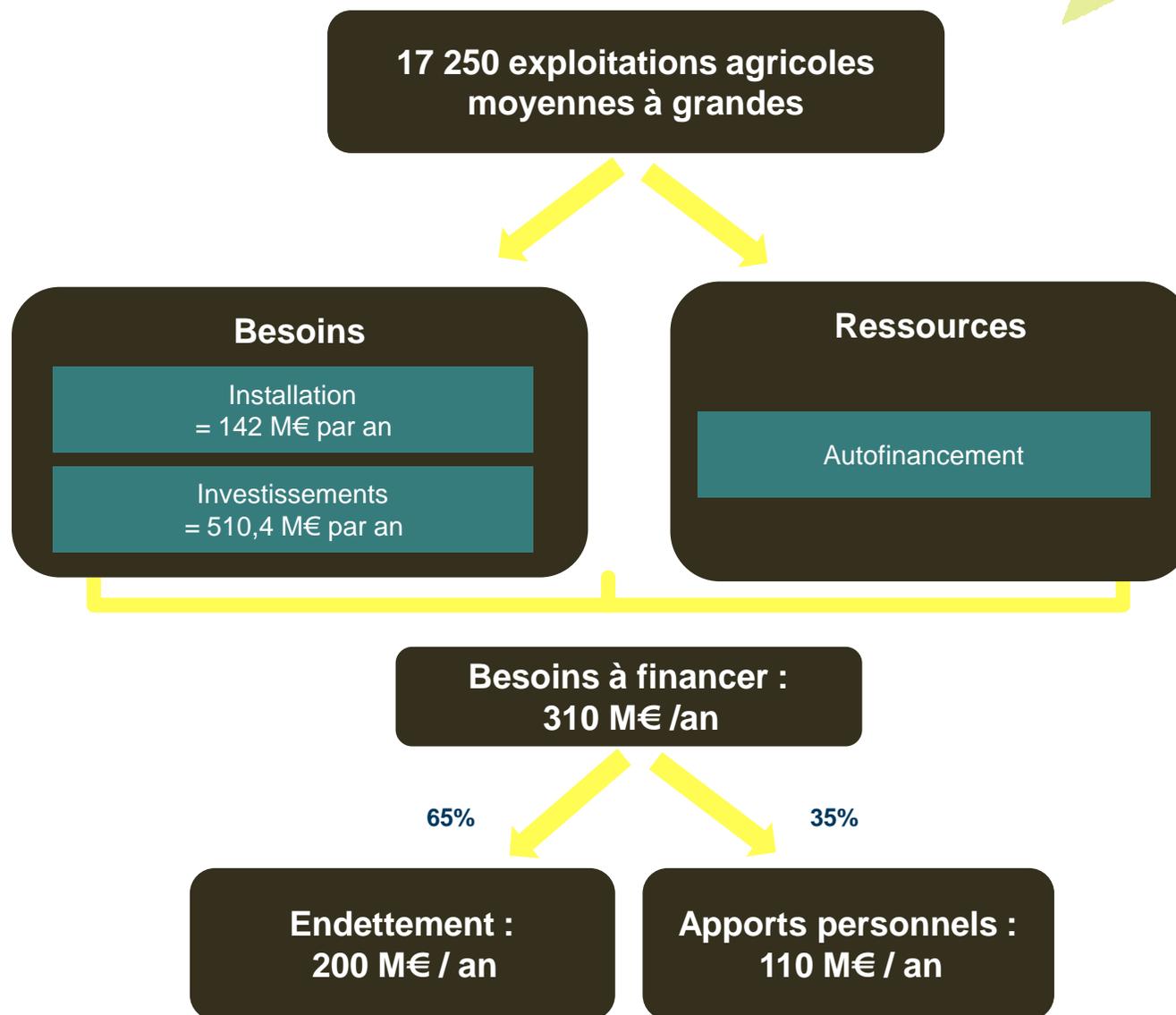
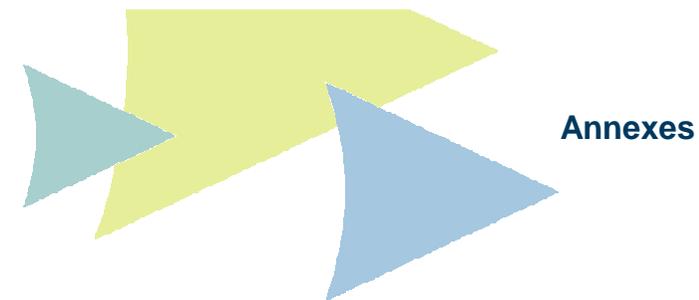
Fonds propres

Hypothèse :
2/3 des investissements d'exploitation sont autofinancés

Hypothèse : les installations CF sont financées par apports familiaux à hauteur de 80%, les installations HCF à hauteur de 50%
Le reste est financé par emprunt

Secteur agricole

Evaluation des besoins => résultats



Soutien régional à la création d'entreprises : Zoom sur le dispositif Bourses Désir d'Entreprendre

► En 2013, la Région a accordé 1 419 Bourses Désir d'Entreprendre à des créateurs d'entreprise, pour un montant total de 6,1 M€

- Un dispositif comprenant 3 types d'aides :
 - BRDE : Bourse régionale « générique » destinée aux créateurs / repreneurs
 - BRDI : dispositif ciblant les créateurs / repreneurs de la filière « Image »
 - BRC : Bourse ciblant les entreprises sous statut SCOP

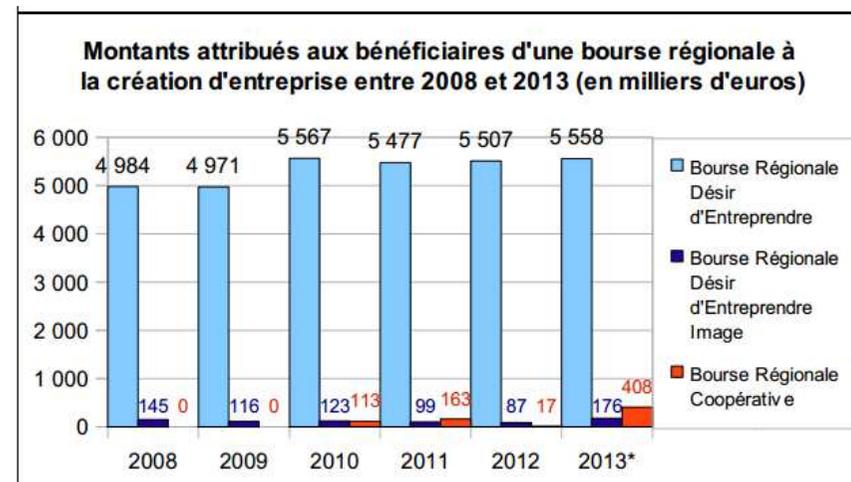
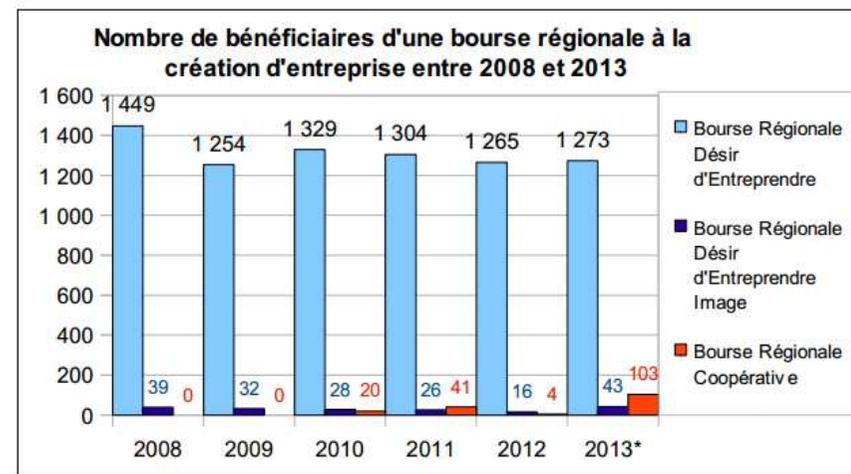
- Un soutien au créateur allant au-delà de l'aide financière :
 - Accompagnement individuel et collectif
 - Suivi post-crédation
 - Mise en réseau

- Une majorité de bourses accordées à des demandeurs d'emplois (67 % des bénéficiaires en 2013)

- Principaux secteurs bénéficiaires d'une BRDE :
 - Le Commerce (57 % des bénéficiaires en 2013) et les services aux particuliers (19 %)

► Remarque : d'autres dispositifs de soutien à création d'entreprise abondés, financés par la Région

- Chèque TIC
- PH pour l'entrepreneuriat féminin
- ...



* Chiffres définitifs

Source : Région Poitou-Charentes

Soutien régional à l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)

Annexes

▶ En 2013, la Région a soutenu près de 3 300 projets dans le domaine de l'ESS, pour un montant de 6,7 M€

▶ Une palette d'actions de soutien à la filière ESS autour de 3 axes, définies dans le SRDEESS 2011-2015 (cf. tableau ci-contre)

- ▶ La structuration de l'ESS (accompagnement, mise en réseau...)
- ▶ L'insertion par l'activité économique
- ▶ L'accompagnement du financement

▶ Un activisme notable dans le soutien aux SCOP, via différents dispositifs (cf. tableau ci-dessous)



Synthèse des actions régionales 2013 en faveur de l'ESS

	Projet soutenus	Montant (en euros)
Structuration de l'ESS	1 042	736 005
Dispositif Local d'Accompagnement (DLA)	37	60 000
Formation des bénévoles	1 000	192 555
Soutien aux têtes de réseau	5	483 450
Insertion par l'Activité Économique (hors clauses sociales)	1 271	3 531 855
SCOP	9	407 600
Accès au crédit professionnel	294	200 000
Emplois Tremplin	489	1 713 940
Groupements d'Employeurs (dont agricoles)	79	173 660
Couveuses d'entreprise	271	259 516
Chèque Sécurisation des projets Économiques Émergents	102	153 000
Chantiers d'insertion	27	624 139
Accompagnement du financement	979	2 464 457
Micro-projets associatifs	15	49 524
Fonds territoriaux	23	63 745
Micro-crédit Poitou-Charentes	941	2 351 188
Total	3 292	6 732 317

Chiffres clés du soutien régional aux entreprises coopératives en 2013 par type d'aide

	Nombre de projets	Nature de création			Nombre salariés		Montant de l'aide Région en €
		Création	Transformation	Développement	Associés salariés	Salariés	
Bourse Régionale Coopérative	9	5	4		103	37	407 600
Aides aux entreprises et aux filières	2			2		82	260 000
Fonds territoriaux	11			11		223	54 000
Convention Urscop/Région	5*		5			11	125 000**
TOTAL	27	5	9	13	103	353	846 600

*6 autres entreprises ont perçu la BRC et se trouvent donc déjà comptabilisées à ce titre

**montant total de l'aide régionale pour l'ensemble des actions mises en œuvre au titre du programme 2013

Source : Région Poitou-Charentes

Prévisions de croissance pour les 5 prochaines années par filière

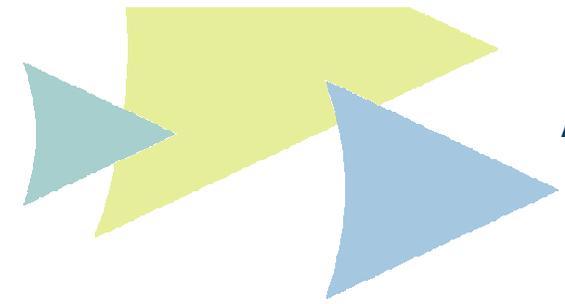
Précisions méthodologiques

Annexes

Filière	Prévisions Oxford TCAM (2014-2019)	CA (production) en Mds \$ (à prix constants de 2005)					
		Année N-4 (2009)	Année N-3 (2010)	Année N-2 (2011)	Année N-1 (2012)	Année N (2013)	Année N+5 (2018)
Aéronautique	3,63%	67,56	67,37	69,93	74,43	83,80	102,25
Agroalimentaire et agro-industries	0,75%	177,43	178,89	181,54	183,31	179,05	181,97
Automobile	2,96%	73,69	85,16	87,94	78,84	181,97	87,06
Chimie et matériaux	1,06%	266,02	288,81	295,72	277,77	276,07	290,67
Eco-industries	1,01%	182,75	188,34	187,21	189,25	188,44	196,32
Ferroviaire	2,19%	276,78	283,62	292,13	298,06	310,17	343,98
Hors filières	1,32%	3917,82	3997,00	4087,42	4074,89	4078,96	4320,42
Industries de santé	2,13%	46,23	46,18	44,18	46,67	46,53	50,46
Industries des biens de consommation et de l'équipement de la maison	1,42%	1232,87	1265,95	1299,68	1310,53	1307,15	1381,17
Luxe et création	-3,62%	21,79	22,14	21,80	21,64	21,60	18,65
Naval	0,91%	11,20	12,08	12,09	12,17	12,39	13,12
Technologies et services de l'information	2,37%	239,18	247,99	253,59	254,52	256,82	285,39

Hypothèse pour le "hors filières" : on suivra le rythme de production global France

Source : Oxford Economics



► **A3.2 Analyse de l'offre : compléments et principaux instruments financiers**

Données Banques de Frances

Annexes



- Financement des entreprises -
Encours de crédit aux entreprises résidentes (hors entreprises individuelles) à fin juillet 2015

Crédits mobilisés et mobilisables



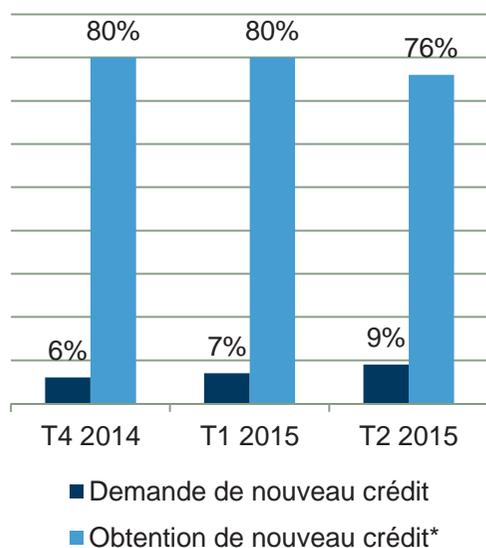
Financement des entreprises / Dettes : faible croissance de la demande de financement au niveau national

Annexes

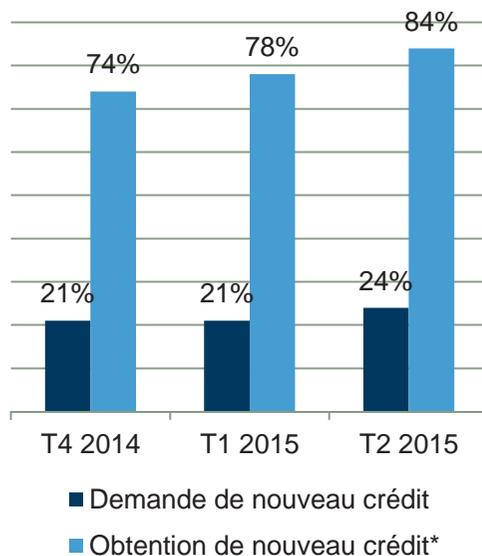
► Faible croissance de la demande de crédits professionnels (données France)

- La demande de nouveaux crédits de la part des PME (hors TPE) a augmenté très légèrement en 2014 par rapport à 2013
- La demande des crédits d'investissements est plutôt en hausse et celle des crédits de trésorerie stable

CRÉDIT DE TRÉSORERIE

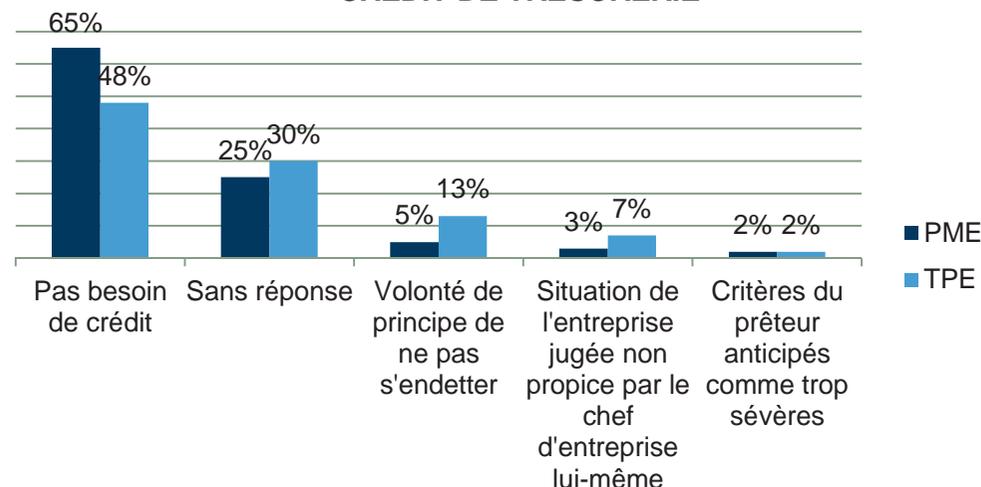


CRÉDIT D'INVESTISSEMENT

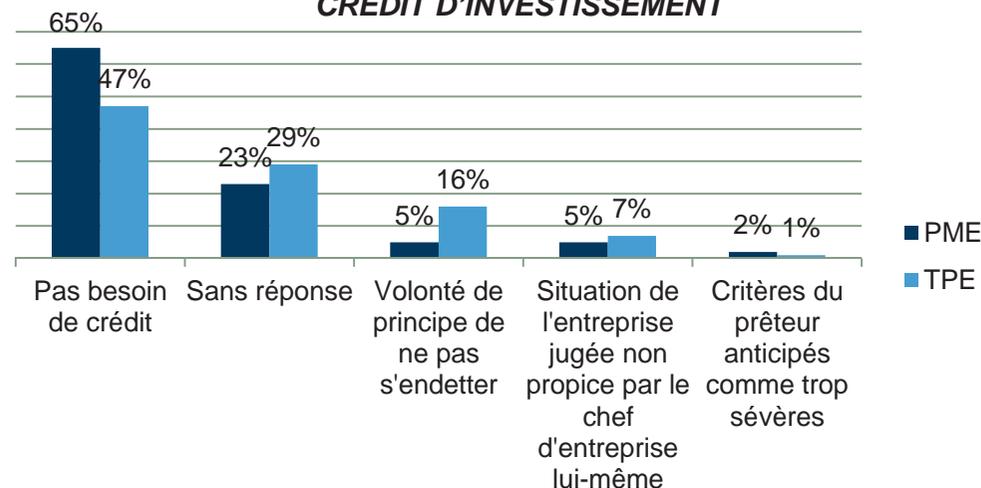


► Causes principales de l'absence de demande de crédit de la part des PME et TPE (données France)

CRÉDIT DE TRÉSORERIE



CRÉDIT D'INVESTISSEMENT



* : Crédit obtenu en totalité ou à plus de 75%

Poitou-Charentes Expansion Synthèse

Présentation générale

- ▶ **Création** : 1994 , à l'initiative du Conseil Régional
- ▶ **Implantation** : Poitiers et un chargé d'affaires basé à Niort
- ▶ **Statut** : S.A.S
- ▶ **Dotations des fonds** : 15,3 M€
- ▶ **Sources de financement** : Conseil Régional (34,2%), banquiers & assureurs, institutionnels et industriels
- ▶ **Gouvernance** : Comité technique et, C.A. et DG

Thèse d'investissement

- ▶ **Champ géographique** : Poitou-Charentes
- ▶ **Ticket** :
 - ▶ 200 à 600 k€, 300 k€ en moyenne (montée récente du ticket)
 - ▶ Toujours en minoritaire, inférieur à 33 %
 - ▶ Actions, OC, CCA et prêts participatifs (50% maxi)
- ▶ **Type d'intervention** :
 - ▶ Développement (50 %), Transmission (50 %),
 - ▶ Nota bene : Développement parfois assimilable au redéploiement sur la cible de PME
- ▶ **Cible**
 - ▶ PME de croissance de 2 à 20 M€
 - ▶ Tous secteurs (industries et services à l'industrie) en priorisant les filières d'excellence de la région Poitou-Charentes
- ▶ **Deal flow annuel et investissement** :
 - ▶ 60 Dossiers / an => 12^{aine} /an en Comité d'engagement => 10^{aine} opérations / an



Fonds propres	Prêts et AR	Garantie
X	x	

Annexes

	Activités en région 2007-2013	Activités en région 2014	Activité prévisionnelle 2015-2020
Fonds PCE	60 dossiers 15 M€	10 dossiers 2,9 M€	40 dossiers 40 M€

Equipe

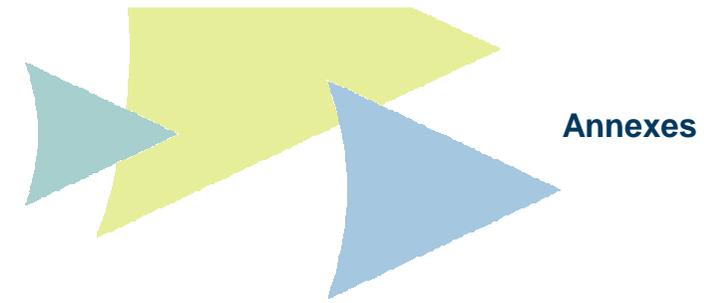
- ▶ **Equipe resserrée (2 salariés)** :
 - ▶ 1 directeur + 1 chargé d'affaires
 - ▶ Plus de personnel administratif depuis peu, chargé d'affaires sur La Rochelle non remplacé à ce jour
- ▶ **Budget de fonctionnement** : NC
- ▶ **Prestation de service assurée** par Poitou-Charentes Prestations filiale à 100 % de Poitou-Charentes Expansion

Portefeuille

- ▶ **Plus de 220 entreprises accompagnées depuis la création** :
 - ▶ 10 investissements en 2014 – 2,9 M€ - dont 6 nouvelles entreprises
 - ▶ 40 sinistres enregistrés depuis la création du fonds
- ▶ **Près de 70 participations actives** :
 - ▶ Renouvellement régulier des participations : 10aine de sortie par an
- ▶ **Perspectives** :
 - ▶ Trésorerie / fonds disponibles : 2 années d'investissement
 - ▶ Espérances raisonnables de rotation positive du portefeuille

Poitou-Charentes Expansion

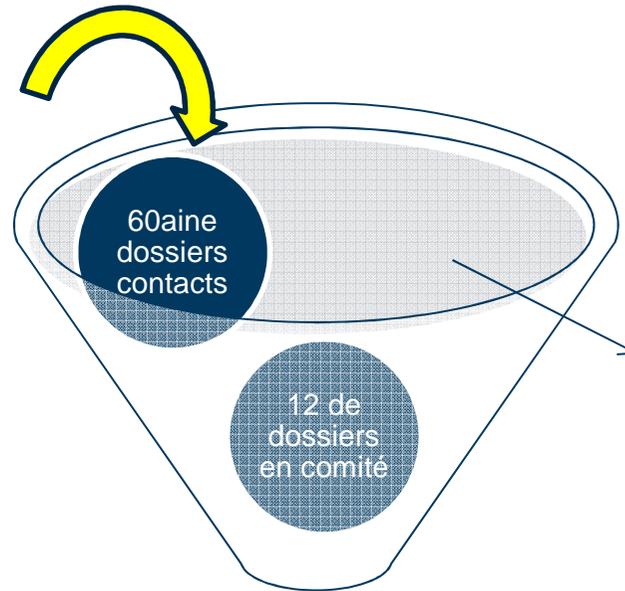
Deal Flow et vision de la demande



Deal Flow

60^aaine de dossiers / contacts

- 50 % par le réseau bancaire aussi bien les banques régionales mutualistes que les représentants des réseaux nationaux
- 50 % lié à la notoriété, connaissance de PCE et le réseau de prescripteurs de proximité de PCE (CCI, experts comptables...)



Entonnoir de décisions

- ✓ La volonté de ne présenter que les dossiers a priori recevables, intéressants en Comité d'Engagement ...
- ✓ ...effet très pénalisant d'un refus de financement par PCE (grande partie des acteurs bancaires dans le tour de table de PCE)

10 dossiers financés
≈3 M€ / an

Remarques sur la couverture du « marché » par PCE

- Sur la cible de capital développement /transmission de TPE/PME de l'économie productive, le produit semble bien calibré en terme d'offre d'intervention et de dotation globale
- Possibilité peut-être de capter un ou deux dossiers complémentaires si PCE retrouve son maillage de proximité du territoire (présence terrain un peu pénalisé ces deux dernières années avec un poste d'administratif en moins et pas de renouvellement du chargé d'affaires sur le dept. 17
- Impact de la démographie des entreprises (augmentation des transmissions/reprises) à prendre néanmoins en considération dans le chiffrage futur des besoins ?
- Véritable « outil de place » à la disposition de la communauté bancaire

Poitou-Charentes Expansion

Perception globale et recommandations générales



- ▶ **Vision des instruments financiers, carences du marché par le gestionnaire de fond**
 - ▶ **PCE : un outil efficace, bien positionné sur le marché travaillant en synergie avec les opérateurs de la place**
 - ▶ Rentabilité, rotation du portefeuille, impact sur le tissu économique compte tenu du nombre de participations
 - ▶ Très bonne coordination, complémentarité avec les acteurs de la place financière (banques et outils de capital investissement)
 - ▶ **Quelques limites néanmoins, axes de progrès envisageables pour PCE**
 - ▶ Prise de risque insuffisante ? (compte tenu de la vocation du fonds, de son rôle au service de l'économie)
 - ▶ Dorénavant moins de capacité d'intervention sur des petits tickets (auparavant subvention de la Région pour financer les coûts d'instruction et gestion sur les petits dossiers)
 - ▶ **Quid des capacités d'investissement d'ici 3 ans (malgré la rotation des participations) ?**
 - ▶ **Carences sur le marché :**
 - ▶ Offre en capital développement offre a priori suffisante sur le territoire... (à voir sur les petits tickets), des enjeux comme partout ailleurs sur les PME en retournement
 - ▶ Nota bene : Investissement progressif de BPI sur des dossiers plus petits : à partir de 300 k€ en capital développement

- ▶ **Stratégie et projet par rapport aux carences identifiées**
 - ▶ **Réflexion possible sur le périmètre d'intervention**
 - ▶ S'autoriser à prendre des tickets un peu plus importants pour suivre le mouvement ascendant des capitaux investisseurs ?
 - ▶ S'ouvrir sur d'autres activités (secteurs d'activités éligibles ...) ; choix politique ?
 - ▶ **Positionnement sur le segment du retournement**
 - ▶ **Réflexion sur la pérennité de PCE dont l'utilité en Poitou-Charentes est démontrée**
 - ▶ A court terme, bénéficiaire d'une mutualisation de moyens au niveau de la grande région : GIE Aquiti ?
 - ▶ Renforcer encore davantage les équipes; en élargissant le rayon d'action (géographique et secteur d'activités)
 - ▶ **A moyen long terme : constituer un fonds plus important dans le cadre de la grande Région ...**

Nestadio / FIP Nestadio croissance X et XII

Présentation générale et indicateurs clés

Fonds propres	Prêts et AR	Garantie
X		

Annexes

Présentation générale Croissance X

- ▶ Création : 2010
- ▶ Statut / forme juridique : FIP
- ▶ Dotation du fonds : 2,8 M€
- ▶ Actionnariat : Particuliers, Conseil Régional (6,60 %)

Fin période d'investissement

Présentation générale Croissance XII

- ▶ Création : 2011
- ▶ Statut / forme juridique : FIP
- ▶ Dotation du fonds : 952 k€
- ▶ Actionnariat : Particuliers, Conseil Régional (10 %)

Fin période d'investissement

Thèse d'investissement et indicateurs clés

- ▶ **Champ géographique :** Poitou-Charentes, Bretagne, Aquitaine, Pays de la Loire
- ▶ **Ticket :**
 - ▶ Inférieur à 280 k€ (soit < 10 % fonds)
 - ▶ Toujours en minoritaire, moins de 30 % du capital
 - ▶ Actions voire OC
- ▶ **Type d'intervention**
 - ▶ Capital Risque, Développement, Transmission
 - ▶ PME non cotées
- ▶ **Cible :** tous secteurs
- ▶ **Dans la pratique :** 70% industrie, 30 % services à l'entreprise
 - ▶ 2/3 Start up
- ▶ **Investissement en Poitou-Charentes**
 - ▶ Com'Park 200 k€
 - ▶ Financement des Entreprises 100 k€
 - ▶ Solara 157 k€



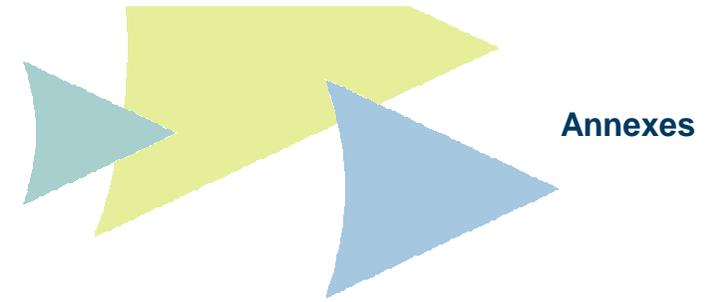
Thèse d'investissement et indicateurs clés

- ▶ **Champ géographique :** Poitou-Charentes, Bretagne, Aquitaine, Pays de la Loire
- ▶ **Ticket :**
 - ▶ Inférieur à 95 k€ (soit < 10 % fonds)
 - ▶ Toujours en minoritaire, moins de 30 % du capital
 - ▶ Actions voire OC
- ▶ **Type d'intervention**
 - ▶ Capital Risque, Développement, Transmission
 - ▶ PME non cotées
- ▶ **Cible :** tous secteurs
- ▶ **Dans la pratique :** 100 % services à l'entreprise
 - ▶ 100% Start up
- ▶ **Investissement en Poitou-Charentes**
 - ▶ Com'Park 80 k€



NESTADIO : investissements en Poitou-Charentes

Des participations au-delà des 2 FIP et du FCOI



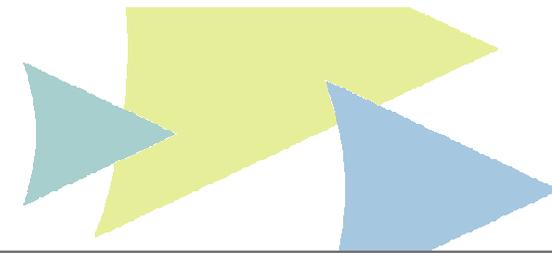
► Portefeuille des FIP Nestadio en Poitou-Charentes

- ▶ COM'PARK
- ▶ ECO & MOBILITE (NC VI)
- ▶ FINANCEMENT DES ENTREPRISES
- ▶ MARINE DEVELOPPEMENT (NC VI)
- ▶ OUAT ENTERTAINMENT (NC VI)
- ▶ SOFINDI (NC VI)
- ▶ VISVIVO
- ▶ SOLARA
- ▶ POLEO DEVELOPPEMENT (reprise de la société ADIC)
- ▶ LA NOUVELLE CHARENTAISE

Pour un montant total de 3,484 M€

Nestadio / FIP Nestadio croissance X et XII....

Perception globale et recommandations générales



Annexes

Bilan / appréciation par le gestionnaire des FIP croissance X et XII & Vision des IF en Région

- ▶ **Des outils indéniablement utiles pour financer la croissance des PME**
 - ▶ Permettent parfois de financer des opérations de petite taille hors scope des investisseurs classiques
 - ▶ Participation également à des tours de table de plus grande envergure
- ▶ **Vision des IF en Région**
 - ▶ Bonne couverture sur les segments "amorçage" et "capital risque" : attention à la montée en puissance de la demande et de la fin programmée de certains dispositifs
 - ▶ Capital développement : nouveau FIP créé par une autre société de gestion devrait offrir – à court terme - des possibilités intéressantes pour le territoire. Vérifier néanmoins que les interventions couvriront bien en volume (taille du marché) et cible (petit ticket) le marché laissé vacant

Stratégie et projet par rapport aux carences identifiées

- ▶ **Mobilisation forte sur le fonds de co-investissements (fléchage en particulier des projets du sourcing Nestadio)**
- ▶ **Pour des questions de stratégie propre à l'opérateur, pas de projets de création de nouveaux FIP intégrant Poitou-Charentes**
- ▶ **Des projets susceptibles de présenter des opportunités pour Poitou-Charentes**
 - ▶ FCPR à vocation technologique (investissement France) : cible financement de 2ème et 3ème tours
 - ▶ FCPR Capital Développement (investissement sur le Grand Ouest) : ticket 400 à 1 000 k€
- ▶ ...

Nestadio / Fonds de Co-Investissement

Structures labellisées par le FCOI

Annexes

► Structures labellisées :

- EMERTEC,
- SUDDINOVA,
- NESTADIO CAPITAL,
- SCR MARENGO,
- BOURSE PRIVE-FINANCE UTILE,
- FA DIESE,
- OMNES CAPITAL,
- OCEAN PARTICIPATIONS,
- Perspectives et Participations,
- Backbone Agegator/ OTC Management,
- SAS Angels Santé Creation
- IRUS PARTENAIRES,
- SOFIMAC PARTNERS,
- 50 PARTNERS.

► Réseaux ayant des membres business angels affiliés :

- Synergence & CBA
- AMBA
- DDIF
- MARENGO
- Limousin Business Angels

► Conditions de labellisation / éléments à fournir

- une note synthétique de présentation de la structure : véhicule(s) utilisé(s), répartition du capital de la société de gestion, origine des fonds levés le cas échéant, équipe ;
- KBIS et statuts de la structure de gestion, CNI du représentant légal, trois derniers bilans ;
- les caractéristiques du/des véhicule(s) : forme juridique, montant des actifs sous gestion, Kbis à jour, statuts, carte nationale d'identité ou passeport du représentant légal de la structure ;
- une note de présentation du processus d'investissement : identification des projets, sélection des cibles, réalisation de l'investissement, suivi des participations et désinvestissements ;
- ticket d'investissement (fourchette), secteur, horizon de sortie et choix de position (majoritaire ou minoritaire) ;
- Une description des procédures déontologiques mises en place, et, s'il existe, le document de référence concernant la déontologie

Source : Nestadio

Synergence / SAS financière Marengo

Synthèse

Fonds propres	Prêts et AR	Garantie	Annexes
X			

Présentation générale

- ▶ **Création : 2007**
- ▶ **Implantation : Poitiers (Futuroscope)**
- ▶ **Statut :** Synergence → Association de Business Angels (70 membres) / Marengo → Société de Capital Risque, outil financier au service de Synergence
- ▶ **Dotations du fonds (Marengo) : 400 K€**
- ▶ **Sources de financement :** Business Angels membres (100 %)
- ▶ **Gouvernance :** Comité technique et Comité d'engagement, Bureau de l'association

	Activités en région 2007-2013	Activités en région 2014	Activité prévisionnelle 2015-2020
Fonds Marengo/Synergence	24 dossiers 1,5 M€	2 dossiers 100 k€	15-20 dossiers 1,5-2 M€

Thèse d'investissement

- ▶ **Champ géographique : 100 % Poitou-Charentes**
- ▶ **Ticket :**
 - ▶ En moyenne, 50 k€ à 100 k€, investis par les BA de Synergence + 10 K€ investis par MARENGO (tour de table quasiment systématiquement suivi par le Fonds de Co-Investissement)
 - ▶ Actions uniquement
- ▶ **Type d'intervention :**
 - ▶ Post-Amorçage (nécessité de présenter un prototype), éventuellement capital développement
- ▶ **Cible : tous secteurs**
 - ▶ TPE et PME
- ▶ **Dans la pratique : Grande variété des secteurs soutenus, mais peu de projets dans le domaine des Services et du Digital (valorisation plus délicate)**
- ▶ **Deal flow annuel et investissement :**
 - ▶ ≈ 50 Dossiers / an 3 à 4 opérations / an

Equipe

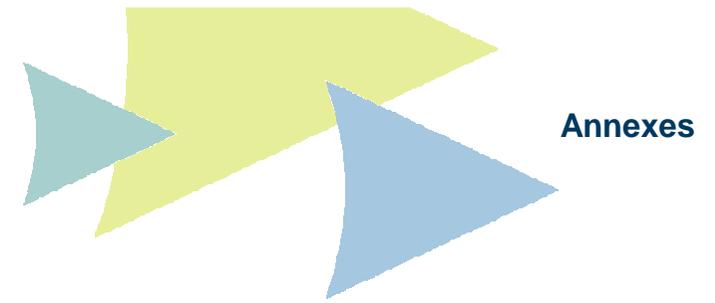
- ▶ **Equipe resserrée (bénévoles) :**
 - ▶ 1 Président du C.A. (dirigeant d'entreprise)
 - ▶ 1 Secrétaire Général
 - ▶ 1 VP régional + 4 VP départementaux
 - ▶ 70 Business Angels membres
- ▶ **Budget de fonctionnement : NC**
- ▶ **Autofinancement à 100% : Cotisations adhérents, produits financiers et plus-values**

Portefeuille

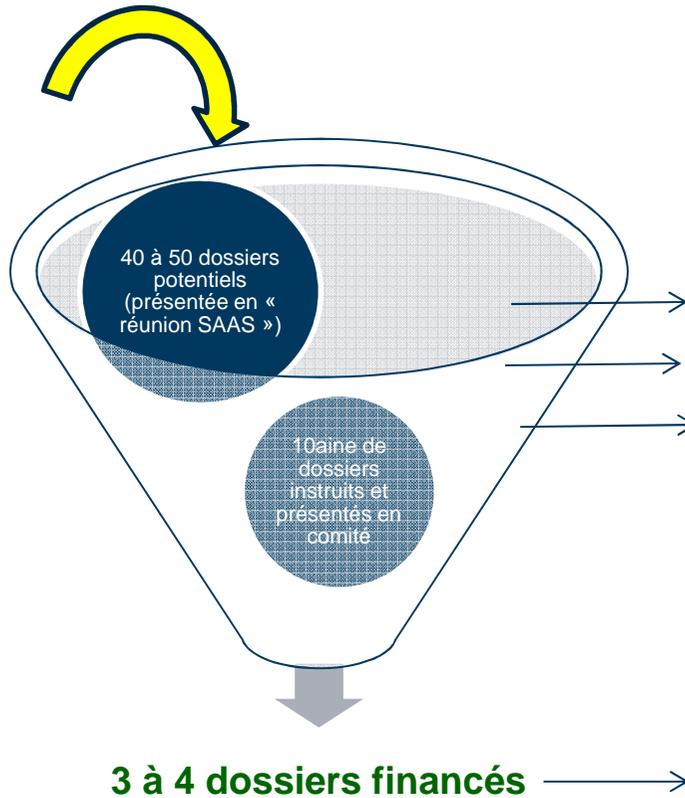
- ▶ **Plus de 25 entreprises accompagnées depuis la création :**
 - ▶ Environ 25 % de sinistres enregistrés
 - ▶ 2 M€ investis
- ▶ **15 à 20 participations actives :**
 - ▶ Pas de sorties depuis 2007 (hormis sinistres)
 - ▶ NB : en principe, sortie au bout de 5-6 ans de participation
- ▶ **Perspectives :**
 - ▶ Rapprochement avec d'autres associations de Business Angels (Aquitaine, Limousin), pour anticiper le passage à la grande Région

Synergence / SAS financière Marengo

Détail du portefeuille et de l'activité du "fonds"



Deal Flow
<ul style="list-style-type: none"> • Agence PME • CCI • Pépinières / Incubateurs territoriaux • ...



Raisons du rejet
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Projets encore en phase d'amorçage ✓ Etude du marché cible à approfondir / manque de solidité du Business Plan ✓ Manque de capacités du dirigeant ✓ ...

Montant demandé par l'entrepreneur
<ul style="list-style-type: none"> ✓ 1/3 financé par Synergence/Marengo ✓ 1/3 financé par le Fonds de Co-investissement ✓ 1/3 financé par autre investisseur (généralement BPI)

	2007-2013 (cumul)	2014	2015	Tendance
Dossiers étudiés	NC	50	50	Hausse
Dossiers réalisés	24	2	4	Hausse
Montants engagés	1,5 M€	100 k€	400 k€	hausse

Défaillances / carence du marché ?
<p>Pour 1 /3 des dossiers financés, Synergence/Marengo n'arrivant pas à boucler son « tour de table » :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pas assez de BA séduits par le projet • Entrepreneur en désaccord sur les modalités de partage du capital • Entrepreneur préférant ouvrir son capital à un autre investisseur

Synergie / SAS financière Marengo

Perception globale et recommandations générales



► Bilan / appréciation du fonds par le gestionnaire :

► Synergie / Marengo : un positionnement pertinent sur le marché du financement

- Des investisseurs positionnés sur des petits tickets (< 300 k€) sur lesquels les capitaux-risqueurs « classiques » ne s'aventurent pas
- Un travail en collaboration avec Nestadio (Fonds de co-investissement) particulièrement bénéfique pour faire monter en puissance la structure
 - ◆ En revanche, très peu de dossiers suivis en collaboration avec PCI ou d'autres acteurs du financement

► Des axes de progrès envisageables, des perspectives de développement pour Synergie/Marengo

- Une demande perçue comme étant de plus en plus importante, avec une montée en qualité des dossiers présentées par les prescripteurs → Des réponses à apporter : augmentation du nombre de Business Angels adhérents? Augmentation de la dotation du fonds Marengo?
- Le rapprochement avec les Business Angels d'Aquitaine et du Limousin dans le cadre du passage à la grande Région : Mutualisation des moyens? Prises de participations croisées? Modification des statuts de la structure?
- La poursuite de la professionnalisation du fonds : durcissement des règles de sorties pour garantir la viabilité à long terme de l'outil

► Vision des IF en région / carences observées

► La difficulté pour les jeunes entreprises innovantes (< 2-3 ans) de financer leur BFR

- Des banques trop frileuses, ayant durci leurs exigences (ratio Fonds Propres / endettement), ou ne prêtant pas à l'entrepreneur tant qu'il n'a pas dégagé du résultat

► Une prise de risque insuffisante des fonds d'amorçage existants?

- Ex : PCI → se décalant sur la chaîne de financement en se positionnant dans les faits comme un fonds de post-amorçage

► Stratégie et projet par rapport aux carences identifiées :

► La création en région d'un « fonds de garantie BFR » pour appuyer les jeunes entreprises dans leurs demandes de financement auprès des banques?

- Dimensionnement : 50 K€ / dossiers, pour 3-4 dossiers par an financés par Synergie

FPCI Emergence Innovation 1

Présentation générale et indicateurs clés



Présentation générale

- ▶ **Création** : 2012, à l'initiative de Sofimac Partners
- ▶ **Implantation** : Clermont-Ferrand
- ▶ **Statut** : FPCI
- ▶ **Dotations des fonds** : 33,1 M€
- ▶ **Sources de financement** : FNA BPI France (60 %), Banques, Régions Languedoc, Centre, Poitou-Charentes, Communautés d'Agglomération → 16 souscripteurs
- ▶ **Gouvernance** : Comité technique et Comité d'engagement, C.A

	Activités en région 2012-2013	Activités en région 2014	Activité prévisionnelle 2015-2020
FPCI Emergence Innovation 1	2 dossiers 1,05 M€	0 dossier	2 participations / an

Thèse d'investissement

- ▶ **Champ géographique** : Centre, Auvergne, Corse, Languedoc-Roussillon, Limousin, Poitou-Charentes, PACA, Rhône Alpes
- ▶ **Ticket** :
 - ▶ 0,3 à 3 M€
 - ▶ Toujours en minoritaire
 - ▶ Actions voire OC ou ORA
- ▶ **Type d'intervention** :
 - ▶ Amorçage (cf. critères retenus diapo suivante),
 - ▶ Recherche d'une position de co-leader dans la levée (co-investissement avec d'autres fonds)
- ▶ **Cible** : Tous secteurs (industrie, services, distribution, TIC) → jeunes entreprises innovantes
- ▶ **Deal flow annuel et investissement (toute région confondue)** :
 - ▶ 155 Dossiers / an 4 opérations / an



Indicateurs clés

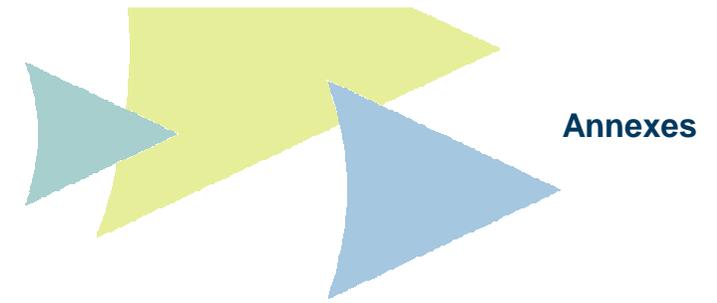
- Nombre de dossiers analysés : 155 en 2015
- Montant investi : 1,8 M€ au 30/06/2015
- Nombre d'investissements : 3 prises de participations en 2015
- Nombre de participations actives au 30/06/2015 : 15
- Nombre de sorties réalisés : 0
- Nombre de sinistres : 0
- Disponibilité du fonds au 30/06/2015 : 8,5 M€

Equipe / fonctionnement

- ▶ **Gestion du fonds confié à SOFIMAC Partners.**
- ▶ **Equipe et personnes impliquées** : Philippe Vuagnat + autres membres de l'équipe techno si nécessaire
- ▶ **Budget de fonctionnement** : NC

FPCI Emergence Innovation 1

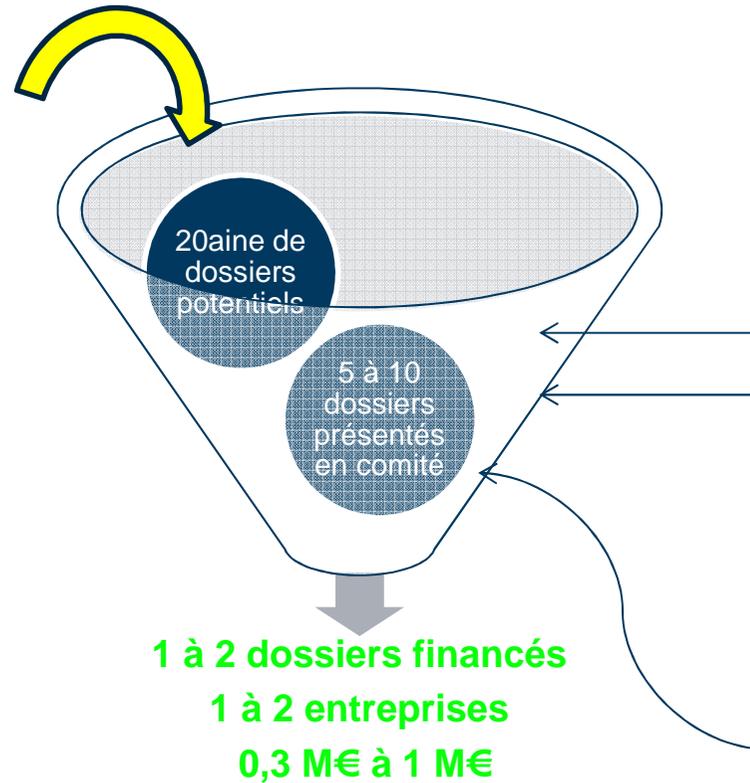
Détail du portefeuille et de l'activité du fonds en région Poitou-Charentes



Deal Flow

- Agence PME
- ARI
- ...

NB : auparavant, rôle majeur de sourcing joué par l'Incubateur Etincel



Critères retenus pour l'amorçage

- Absence de CA
- Existence d'une réelle barrière technologie à l'entrée
- Expertise métier de l'équipe porteuse du projet
- Absence de tour de table fait auprès d'investisseurs dans un délai supérieur à 6 mois

Défaillances / carence du marché ?

- Réel potentiel de projets innovants à financer en PC (écosystème économique propice)
- Néanmoins, un **deal flow insuffisant depuis 2 à 3 ans** pour pouvoir financer, en vitesse de croisière, 1 à 2 entreprises par an

	2012	2013	2014
Dossiers étudiés (toute région)	99	150	167
Dossiers étudiés en PC	10	5	6
Dossiers réalisés en PC	1	1	-
Montants engagés en PC	0,3 M€	0,750 M€	-

Une activité en PC en baisse, contrairement à l'activité du fonds dans les autres régions

Sofimac Partners / FPCI Opportunités Régions 2

Présentation générale et indicateurs clés

Fonds propres	Prêts et AR	Garantie	Annexes
X			

Présentation générale

- ▶ **Création** : 2015, à l'initiative de SOFIMAC Partners, et suite au succès du FPCI Opportunités Régions 1 (déployé hors Poitou-Charentes)
- ▶ **Implantation** : Clermont-Ferrand (structure de gestion : SOFIMAC Partners)
- ▶ **Statut** : FPCI
- ▶ **Dotation du fonds** : 40 à 50 M€ (Objectif) → levée de fonds en cours
- ▶ **Sources de financement** : Banques, BPI France, Régions Auvergne, Centre, Poitou-Charentes, ...

Indicateurs clés (au 21/09/15)

- **Nombre de dossiers analysés** : 117
- **Dont dossiers analysés en région** : 12
- **Nombre de participations actives** : 0 (5 dossier en cours de négociation à fin 2015)

Thèse d'investissement

- ▶ **Champ géographique** : Centre, IDF, Limousin, Poitou-Charentes, Quart Sud Est
- ▶ **Ticket** : 1 à 1,5 M€ (1er tour); jusqu'à 4 M€ sur les tours suivants
 - ▶ Participation majoritaire possible
 - ▶ Actions voire OC
- ▶ **Type d'intervention** : Capital Retournement (cadre réglementaire)
 - ▶ Impasse de trésorerie de l'entreprise supérieur à 6 mois
 - ▶ Pertes supérieures ou égales à 10 % du CA jusqu'à 2 ans
 - ▶ Procédure en cours (mandat ad hoc...)
 - ▶ Problèmes actionnaires...
- ▶ **Cible** : Tous secteurs (industrie, services, distribution, TIC)
 - ▶ CA > 5-6 M€
 - ▶ Entreprise avec un fonds de commerce et/ou savoir-faire important
- ▶ **Deal Flow** :
 - ▶ Administrateurs judiciaires, Intermédiaires financiers, avocats, conseil d'entreprises
 - ▶ Affaires spéciales des banques
 - ▶ Services du Conseil Régional

Objectifs

- ▶ **Activité du fonds en région en « vitesse de croisière »** :
 - ▶ Une 50aine de dossiers traités / an
 - ▶ 3-5 participations / an (4-6 M€ investis / an) dès que le fonds aura été entièrement levé.

Equipe / fonctionnement

- ▶ **Gestion du fonds confié à SOFIMAC Partners.**
- ▶ **Equipe et personnes impliquées** :
 - ▶ JP Bouiller, L Leportz, E Eon + autres membres de l'équipe au cas par cas
- ▶ **Budget de fonctionnement** : NC

Sofimac Partners / FIP Pluri-Atlantique

Présentation générale et indicateurs clés

Fonds propres	Prêts et AR	Garantie
X		

Annexes

Présentation générale

- ▶ **Création** : 2015, à l'initiative de SWEN Capital Partners (Arkea)
- ▶ **Statut / forme juridique** : FIP
- ▶ **Dotation du fonds (pour Sofimac)** : 1,9 M€ (1^{er} closing) → 2^e closing en cours portant la dotation à 5 M€ d'ici à fin 2015
- ▶ **Période d'investissement** : 4 ans

Indicateurs clés (au 21/09/15)

- **Nombre de dossiers analysés** : 38
- **Dont dossiers analysés en région** : 24
- **Nombre de participations actives** : 0 (1 dossier en cours de finalisation sur la région PC à fin 2015)

Thèse d'investissement

- ▶ **Champ géographique** : Poitou-Charentes, Aquitaine
- ▶ **Ticket** : 300 à 400 K€
 - ▶ Toujours en minoritaire
 - ▶ Actions, voire OC ou opération en compte courant
- ▶ **Type d'intervention** :
 - ▶ Développement, Transmission, éventuellement Création (au cas par cas)
- ▶ **Cible** : Entreprises non cotées, dans l'Industrie, les Services, les secteurs technologiques (chimie verte, éolien, aéronautique...)
- ▶ **Deal Flow** :
 - ▶ Agence PME (premier prescripteur)
 - ▶ Autres fonds (PCE, PCI, Fonds de Co-investissement)
 - ▶ Autres véhicules de Sofimac

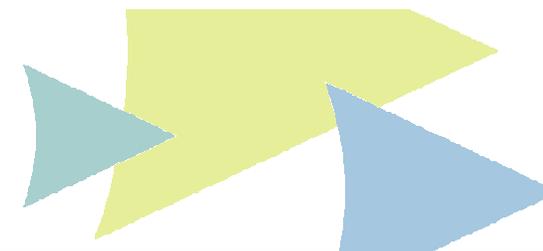
Objectifs

- ▶ **Activité du fonds en région en « vitesse de croisière »** :
 - ▶ Une 20^{aine} de dossiers traités / an
 - ▶ 1 à 2 participations / an (300 à 800 K€ investis / an)

Equipe / fonctionnement

- ▶ **Gestion du fonds confiée à SOFIMAC Partners (pour les régions Aquitaine et Poitou-Charentes) et à UI Gestion (pour les régions Pays de la Loire et Bretagne)**
- ▶ **3 personnes impliquées en interne (équipe de Limoges)**
- ▶ **Budget de fonctionnement : NC**

Sources : Entretiens KATALYSE + analyse documentaire



Bilan / appréciation par le gestionnaire des FPCI gérés & Vision des IF en Région

- ▶ **Instruments financiers dédiés à l'amorçage**
 - ▶ Une demande potentielle importante en Poitou-Charentes (écosystème dédiée à l'innovation, soutien de la région à des filières stratégiques...)
 - ▶ Pour autant, une demande qui ne parvient pas à rencontrer son offre faute de liens suffisamment étroits entre prescripteurs et gestionnaires de fonds → problème de Deal Flow
- ▶ **Instruments financiers dédiés au capital-développement**
 - ▶ Pas de perception de carence dans l'offre de financement : de nombreux outils existants, pour différents types de tickets etc.
 - ▶ Une demande encore freinée par le manque de connaissance / une méfiance des chefs d'entreprises envers le capital développement
 - ▶ Un manque d'accompagnement « amont » des porteurs de projets à la levée de fonds, limitant le nombre de dossiers retenues par les Capitaux investisseurs
- ▶ **Instruments financiers dédiés au capital-retournement**
 - ▶ Une « carence de l'offre » à nuancer → des fonds sollicités pour un grand nombre de dossiers, mais très peu de projets entrant dans les critères de sélection de retournement
 - ▶ Néanmoins, une demande potentielle importante, nécessitant de travailler plus en amont avec les prescripteurs pour détecter les bonnes opportunités
 - ▶ Un type d'instrument financier se heurtant à des réticences majeures de la part des chefs d'entreprise, ne souhaitant pas se faire accompagner par un fonds perçu comme très « opportuniste »

Stratégie et projet par rapport aux carences identifiées

- ▶ **La volonté du fonds de renforcer son travail de prospection en amont**
 - ▶ Emergence Innovation 1 → se rapprocher des prescripteurs régionaux, et / ou prospector « dans le dur » les projets
 - ▶ Opportunités Régions 2 → développer la prospection auprès des banques, avocats, conseils
 - ▶ Pluri-Atlantique → travail « d'évangélisation » des chefs d'entreprises en se faisant connaître auprès de différents réseaux (MEDEF...)
- ▶ **Des interrogations quant au devenir des outils de financement régionaux, dans le cadre du passage à la grande Région**
 - ▶ NB : Pas de création de nouveau fonds prévu d'ici à la fusion des régions
- ▶ **Plusieurs recommandations générales vis-à-vis des carences observées en région**
 - ▶ Clarifier Le positionnement de PCE (acteur du « haut de bilan » proposant par ailleurs une offre de prêt participatif)
 - ▶ Améliorer les liens entre prescripteurs et fonds (notamment pour les fonds dédiés à l'amorçage) afin d'optimiser le deal flow
 - ▶ Mettre en place une cellule d'accompagnement à la levée de fonds en région, afin d'améliorer la qualité des projets en guidant les chefs d'entreprise dans leurs démarches (NB : dispositif existant en Aquitaine, portée par l'ARI)

BPI France en région

Présentation générale

Présentation générale

- ▶ **Equipe : 20 personnes en Poitou-Charentes, de la vente jusqu'au contentieux**
 - ▶ 1 **Directeur Régional** pilotant en direct le volet innovation
 - ▶ 1 **Délégué** financement,
 - ▶ 1 **responsable Crédit**
- ▶ **Vocation : intervention à tous les stades de vie de l'entreprise**
- ▶ **Tout type de produit : fonds propres, quasi-fonds propres, prêts, garantie, avances remboursables, subventions...**
- ▶ **Secteurs cibles : intervention sur tous les secteurs, inflexion de certains IF en fonction des priorités régionales (cf. Fonds Régionaux en page suivante)**

Fonds propres	Quasi FP	Garantie
X	X	X

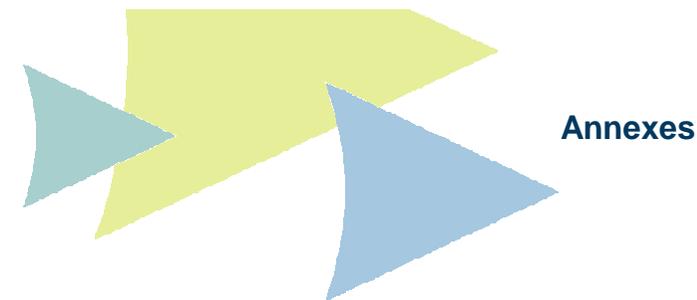
Annexes

Indicateurs 2014

	Activité en région
Garantie	1727 dossiers 72 M€
Financement CT (CICE, Avance +)	623 interventions 151 M€
Financement MLT Prêts développement	384 interventions 88 M€
Financement MLT Prêts développement bonifié	15 projets 8 M€
Export	17 projets 7 M€
Fonds propres	5 investissements 9,3 M€
Innovation	106 projets 15 M€
Subvention	34 projets 1,1 M€
AR, PTZ	38 projets 8 M€
Prêt Innovation	14 projets 3 M€
PPA et PAI	9 projets 1,2 M€

Bpifrance en région

Zoom sur les outils « régionaux »



► Fonds Régional de Garantie (FRG) : 2 M€ de production / an

- ▶ Quotité : 70 % de garantie (35 % fonds nationaux / 35 % Région)
- ▶ Cibles : PME de l'industrie et des services à l'industrie
 - ▶ Tourisme non éligible
 - ▶ Commerce de gros et transport au cas par cas
- ▶ Focalisation sur les projets de création et transmission...
- ▶ ...phase de développement restreinte à des cas très spécifiques
 - ▶ Immobilier rural, projet stratégique structurant pour la Région

► Fonds Régional d'Innovation : 2 M€ de dotation / an

- ▶ Dotation 100 % du Conseil Régional
- ▶ Cibles : entreprises innovantes, start-up et laboratoires de recherche
- ▶ Secteur : croissance verte
- ▶ Intervention sous forme de subvention (20%) et d'avances remboursables (80 %)

	Activité 2014
Création	2 dossiers 0,41 M€
Reprise / transmission	19 dossiers 6,6 M€
Développement	2 dossiers 1 M€

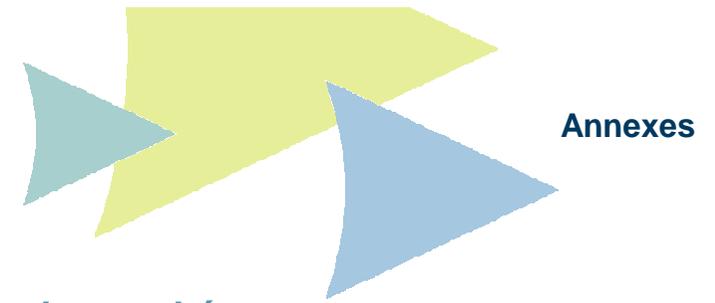
Non significatif, car les fonds n'étaient plus actifs depuis 2 ans



	Activité 2014
AR	xx dossiers Xx M€
Subvention	xx dossiers Xx M€

Bpifrance en région

Vision de l'offre de financement en région



► Fonds propres

- Utilité démontrée des produits comme PCI et PCE bien positionnés sur le marché
- Belles PME à croissance modérée à soutenir dans leur développement via des outils fonds propres adaptés
 - Investisseur patient, petit ticket, TRI modeste
- Problématique de financement du retournement, en Poitou-Charentes comme ailleurs. L'existence d'un fonds interrégional

► Quasi fonds propres

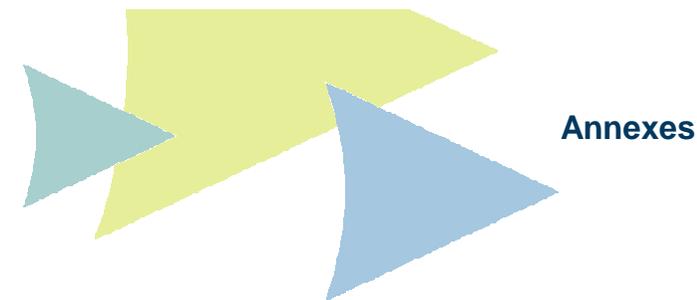
- Intérêt des prêts participatifs (notamment en appui des opérations haut de bilan)
- Dispositifs de prêts personnels (Initiative France, Réseau Entreprendre) à conforter probablement
 - Cf. besoin en fonds propres des TPE
 - A mettre en perspective avec l'outil "fonds de croissance" en cours de mise en place par le réseau Initiative France

► Garantie

- Demande de garantie croissante pour faciliter la mobilisation des crédits bancaires
- FRG à conforter : intérêt démontré, mais cible d'intervention restreinte aujourd'hui en comparaison avec d'autres territoires ...

► Approche sectorielle et divers

- Choix politiques très volontaristes sur le secteur de la croissance verte
- Carences possibles les autres secteurs d'activités , à tout le moins, un contexte moins favorable
- Forte progression des prêts MLT consentis par Bpifrance sur les 4 dernières années



► Carences et défaillances perçues (à confirmer)

► Principal enjeu, carence potentielle portant sur le financement du haut de bilan, les apports en fonds propres dans les PME et TPE

- Financement de la PME de croissance / Start-ups : maintien des capacités d'intervention existantes après 2015 : PCE/PCI/ Fonds de co-investissements....
- Financement de la PME/ TPE à croissance modérée : inventer de nouveaux dispositifs ?
 - ◆ Hors cible des capitaux investisseurs classiques
- Ticket inférieur de 350 à 500 k€ en capital développement (fonds propres) souvent plus délicat à trouver

► Autres points de vigilance et d'ajustement possibles

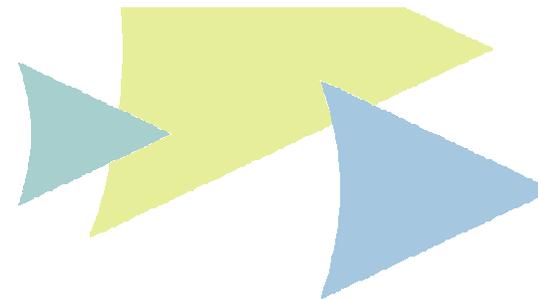
- Intervention en retournement cruciale : vérifier dans la durée l'efficacité et les capacités d'intervention du fonds inter-régional récemment mis en place (montant disponible et enveloppe affectée en définitive sur Poitou-Charentes)
 - ◆ Dimensionnement du fonds à la hauteur des enjeux ?
- Elargissement souhaitable des possibilités d'intervention sur le Fonds Régional de Garantie
 - ◆ Soutien possible en dehors du contexte création et reprise/transmission (garantie sur les phases de développement) ?
 - ◆ Ouverture à d'autres secteurs d'activités : tourisme, commerce de gros... ?

► Stratégie et projet par rapport aux carences identifiées

► Deux produits pourrait a priori répondre aux carences et défaillances de marché en Poitou-Charentes (à confirmer)

- Prêt Innovation "Fédérizable" permettant de doper les interventions au profit de l'innovation sur le territoire
- Fonds de Garantie dans sa nouvelle configuration (garantie gratuite, nouvelles modalités de calcul des engagements possibles en garantie)

► Suite de la démarche : validation des possibilités d'intervention de Bpifrance sur les instruments financiers puis calibrage des fonds UE éventuellement à affecter dans l'hypothèse où la carence serait avérée.



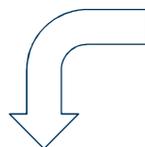
► A.3.4 Projections chiffrées sur les instruments financiers envisagés

Projections financières sur les instruments financiers

=> **Fonds de co-investissement**

Capital risque et amorçage	
Nombre 1er tour	4
Montant moyen T1	150 000 €
Nombre 2ème tour	2
Montant moyen T2	150 000 €
Nombre 3ème tour	0
Montant moyen T3	200 000 €
Durée d'investissement	6
Taux de sinistralité	30%
PV moyenne sur sorties réussie	1,5
Cap. Dev / LBO "petit dossier"	
Nombre dossier Cap Dev	4
Montant moyen T1	150 000 €
Nombre 2ème tour	1
Montant moyen T2	150 000 €
Durée d'investissement	6
Taux de sinistralité	20%
PV moyenne sur sorties réussie	1,5
Cap. Transmission "petit dossier"	
Nombre	2
Montant moyen	300 000 €
Durée d'investissement	6
Taux de sinistralité	15%
PV moyenne sur sorties réussie	1,5

Annexes



Poitou-Charentes	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'investissement Amorçage et capital risque	6	6	6	6	6	6	6	6
Nombre d'investissement capital développement	5	5	5	5	5	5	5	5
Nombre d'investissement capital transmission	2	2	2	2	2	2	2	2
Montants investis Amorçage et capital risque	900 000 €	900 000 €	900 000 €	900 000 €	900 000 €	900 000 €	900 000 €	900 000 €
Montants investis capital développement	750 000 €	750 000 €	750 000 €	750 000 €	750 000 €	750 000 €	750 000 €	750 000 €
Montants investis capital transmission	600 000 €	600 000 €	600 000 €	600 000 €	600 000 €	600 000 €	600 000 €	600 000 €
Cessions de participations Amorçage et capital risque	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	945 000 €	945 000 €
Cessions de participations capital développement	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	900 000 €	900 000 €
Cessions de participations capital transmission	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	765 000 €	765 000 €
Fonds investis / an	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €
Cessions de participation / an	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 610 000 €	2 610 000 €
Cumul fonds investis	2 250 000 €	4 500 000 €	6 750 000 €	9 000 000 €	11 250 000 €	13 500 000 €	15 750 000 €	18 000 000 €
Solde fonds investis-désinvestis	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €	2 250 000 €	-360 000 €	-360 000 €
Solde trésorerie	-2 250 000 €	-4 500 000 €	-6 750 000 €	-9 000 000 €	-11 250 000 €	-13 500 000 €	-13 140 000 €	-12 780 000 €

Projections financières sur les instruments financiers

=> Dispositif de prêts d'honneurs

Annexes

► Paramètres

Variables et paramètres	Standard	PC
PH classique montant	12 000 €	12 000 €
PH classique Taux de défaillance	10%	10%
PH classique Remboursement (en années)	5	5
PH Croissance montant	20 000 €	20 000 €
PH Croissance Taux de défaillance	10%	10%
PH Croissance Remboursement (en années)	5	5
PH amorçage montant	40 000 €	40 000 €
PH amorçage Taux de défaillance	10%	10%
PH amorçage Remboursement (en années)	5	5

► Simulation « macro »

Poitou-Charentes	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nb Prêt d'honneur classique	25	25	25	25	25	25	25	25
Montant Prêt d'honneur classique	300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €
Montant cumulé engagements PH classique	300 000 €	600 000 €	900 000 €	1 200 000 €	1 500 000 €	1 800 000 €	2 100 000 €	2 400 000 €
Remboursement de prêts PH classique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	270 000 €	270 000 €	270 000 €
Cumul remboursement de prêt	0	0	0	0	0 €	270 000 €	540 000 €	810 000 €
Nb Prêt d'honneur croissance	30	40	40	40	40	40	40	40
Montant Prêt d'honneur croissance	600 000 €	800 000 €	800 000 €	800 000 €	800 000 €	800 000 €	800 000 €	800 000 €
Montant cumulé engagements PH croissance	600 000 €	1 400 000 €	2 200 000 €	3 000 000 €	3 800 000 €	4 600 000 €	5 400 000 €	6 200 000 €
Remboursement de prêts PH croissance	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	540 000 €	720 000 €	720 000 €
Cumul remboursement de prêt	0	0	0	0	0 €	540 000 €	1 260 000 €	1 980 000 €
Nb Prêt d'honneur amorçage	5	8	10	10	10	10	10	10
Montant Prêt d'honneur amorçage	200 000 €	320 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €
Montant cumulé engagements PH amorçage	200 000 €	520 000 €	920 000 €	1 320 000 €	1 720 000 €	2 120 000 €	2 520 000 €	2 920 000 €
Remboursement de prêts PH amorçage	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	180 000 €	288 000 €	360 000 €
Cumul remboursement de prêt	0	0	0	0	0 €	180 000 €	468 000 €	828 000 €
Cumul Engagement PH type 1	1 100 000 €	2 520 000 €	4 020 000 €	5 520 000 €	7 020 000 €	8 520 000 €	10 020 000 €	11 520 000 €
Remboursement PH type 1	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	990 000 €	2 268 000 €	3 618 000 €
Frais de gestion annuel PH type 1	110 000 €	142 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €
Solde	-1 210 000 €	-2 662 000 €	-4 170 000 €	-5 670 000 €	-7 170 000 €	-7 680 000 €	-7 902 000 €	-8 052 000 €

Hypothèse
remboursement des
prêts en cours : 5 M€